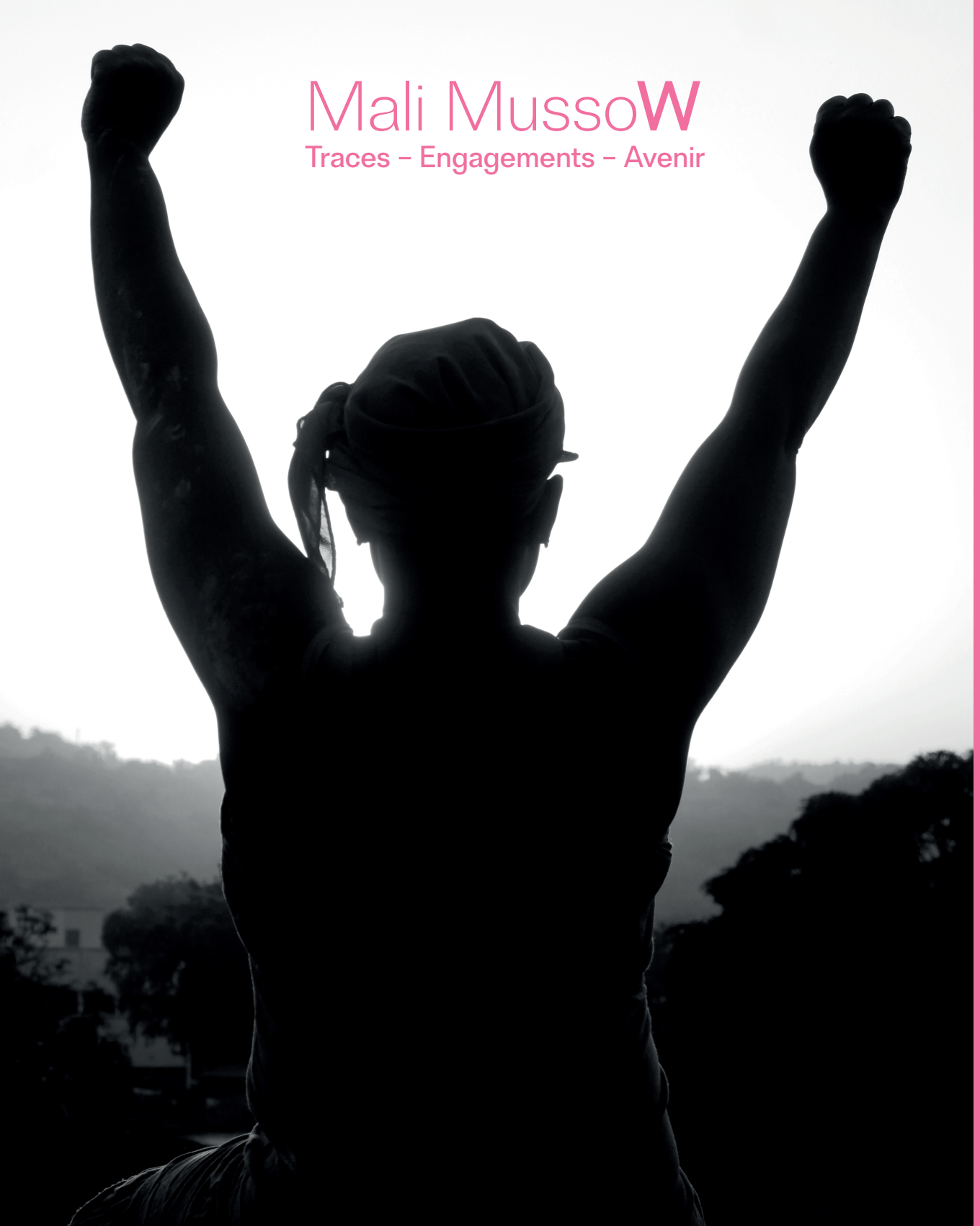


# Mali MussoW

## Traces – Engagements – Avenir

**Photographes**
Fatoumata Traoré dite « Bata »
Aminata Sissoko
Oumou Traoré

**Textes**
Aïchatoun Amadou Touré

**Coordinateur**
Seydou Camara

**Maquette**
Souleymane Bathieno

**Maître œuvre**
Consortium : Amsatou Diallo et
Aïchatoun Amadou Touré

*« L'histoire de l'opposition des hommes à l'émancipation des femmes est plus intéressante peut être que l'histoire de cette émancipation elle-même (...) Il n'est pas souhaitable de séparer l'une et l'autre histoire tant elles sont reliées »*

**Virginia Woolf**

Ce livre a été réalisé avec le soutien du CISP, ses partenaires (AMDH et WILDAF-Mali), et de la Commission européenne.

Les opinions de ce document représentent les points de vue des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Commission Européenne ou des autorités du pays concerné.

# Mali MussoW

## Traces – Engagements – Avenir

## REMERCIEMENT

**Aichatoun Amadou Touré :** Ecrire ce livre est sans doute l'une de mes meilleures expériences alors je remercie Amsatou Diallo pour cette belle aventure. Merci à toutes les femmes présentes dans le livre, ainsi que nos deux supermen Mamadou et Antoine, ces hommes engagés pour les droits des femmes. Je dis un grand merci à mes sœurs de cœur Mariam Thérèse Diarra et Awa Maïga qui m'ont aidée dans la transcription de certains textes. Merci à Eveline, Tamila Aichata et Moulaye pour les doses de motivation.

**Le CISP et ses partenaires et l'équipe artistique** remercient chaleureusement toutes les personnes ayant témoignées de leur engagement.

# PREAMBULE

Dans le cadre du projet « Haoua[1] » : Alliances et Sororité des défenseurEs des Droits Humains pour la défense et la promotion des droits des femmes au Mali et en Algérie, espace collaboratif Sud-Sud entre les deux pays, le CISP se donne pour devoir de soutenir et d'accompagner les femmes et les hommes qui œuvrent à l'avancée du droit des femmes et des Droits Humains de manière générale. Il est peut-être bon de rappeler que ce sujet a toujours fait l'objet, pour le CISP et ses partenaires au Mali, WILDAF Mali et l'AMDH, de fortes préoccupations vis-à-vis de la situation des femmes dans ces deux pays voisins, fortement connectés au niveau politique, et confrontés sur certains points concernant la régression du droit des femmes face à une monté puissante de courants religieux radicaux.

Déjà présent depuis 2004 au Mali, le CISP, œuvrant alors sur différents sujets sociétaux au féminin, notamment au travers de la place des femmes dans la migration, a pu mesurer l'impact des changements politiques et religieux, faisant étau autour de cette population déjà fragilisée par des siècles de patriarcat. Devant cette régression, il s'est donné comme priorité de travailler plus largement et plus intensément en appui aux OSC associées à la question du Genre. Ainsi, le CISP, et ses partenaires, ont pu élargir leur action en investissant dans des outils de fond tels que les formations Genre (Femmes entre croyances et traditions, les Mutilations Génitales Féminines, le mariage précoce, ...), mais aussi en finançant des micro-projets visant à soutenir la société civile malienne sur les thématiques touchants à la protection et à l'avancée du droit des femmes. Egalement en abordant des questions en lien avec le rapport Islam/Modernité et l'aspect anthropologique de l'Islam par la formation auprès des corps religieux (imams, prédicatrices, jeunes musulmans), ceci afin d'ouvrir des champs d'objectivités par rapport à des questions religieuses dans le pays.

En partant des sororités maliennes, le CISP marque donc sa volonté de faire avancer la capitalisation de ces droits, en abordant les problématiques liées à la question du Genre et en soutenant les acteurs œuvrant au premier plan de cette réalité.

Au cours du développement du projet « Haoua », une évidence c'est imposé également à Nou.Es. Pourquoi ce Nou.E.s, vous nous direz ? Parce qu'il est important pour les femmes de se visibiliser en tant que femmes, de sortir de la "neutralité" dans laquelle la langue et la société les noie, de ne plus être transparentes. Ce Nou.e.s semble donc plus englobant, rassembleur et cohésif, tout en donnant plus de sens de cette action collective. Cette prégnance de ce « E » s'est imposé avec force dans la démarche du CISP au Mali et en Algérie.

1 Projet financé par l'Union Européenne.

Le livre « Mali MussoW[2] »: Traces-Avenir-Engagement pour la défense du droit des femmes au Mali » s'inscrit dans cette volonté de mettre en avant le parcours de ces femmes et hommes qui ont œuvré jusqu'à aujourd'hui, aux droits des femmes au Mali. Un hommage à une majorité de femmes battantes et déterminées aux cotés de frères masculins convaincus encore trop peu nombreux. C'est au travers d'une vingtaine de portraits retraçant le parcours de femmes et d'hommes de différents milieux, secteurs professionnels, classes sociales, appartenance culturelle, ethniques et religieuses, que nou.E.s nous réunissons tous dans le combat pacifiste pour le droit des femmes au Mali. A l'image de ce pays, ces parcours plurielES nous offrent une mosaïque complexe du champ des possibles et de la diversité des ressources à portée.

Entrepreneuses, militantes, accompagnatrices, écrivaines, chanteuses, étudiantes, connues ou moins connues, mères, filles, croyantes, animistes, … ces femmes se racontent et nous font voir la diversité de « Mali MussoW » et des défis quotidiens et fondamentaux qu'elles ont dû surmonter. Ainsi elles ont dû gagner leur légitimité et leur crédibilité à force d'acharnement et ont participé au large héritage que leurs confèrent leurs ainéEs. Puisque chaque génération d'hier et d'aujourd'hui est concernée par la question du droit des femmes au Mali, chacun trouvera sa part de vérité dans ces morceaux de vie et poursuivra cette dynamique et cette synergie qu'elles nous inspirent. Face au lourd héritage sociétal de la condition de la femme au Mali, ces femmes isolées devenues leaderEs, sans doute malgré elles, nous offrent une trace à suivre pour envisager les changements d'hier et de demain, le chemin fait et à faire en pensant l'action au présent et nos espoirs pour l'avenir.

Il nous semblait important d'éditer une trace de cet engagement réunissant ces femmes et ces hommes, chacunEs à leur manière, afin de perpétuer un changement pluriel et féminin, en marche depuis longtemps. Ces récits de vie et de convictions viennent nous rappeler que l'empowerment vient avant toute chose d'une démarche individuelle. Qu'il se cherche autour de soi et en soi, parfois dans l'isolement le plus total, motivé par une profonde intolérance à l'injustice ambiante. Que ces initiatives individuelles ne seront pas ignorées ou vaines, qu'elles trouveront écho auprès d'un autre différent mais néanmoins semblable, laissé pour compte et avide de changement. Qu'elles se propageront de proche en proche jusqu'à devenir un exemple et rassembler les gens autour d'une même lutte.

L'équipe du CISP Mali.

2 FemmeS du Mali

# PREFACE AMDH & WILDAF - Mali

L'AMDH est très honoré qu'on leur confie la rédaction de la préface du livre Mali-Mussow qui retrace le parcours des femmes et des hommes qui ont marqué l'histoire du Mali de par leurs engagements dans la promotion des droits des femmes.

L'évocation des noms des femmes, qui certes n'est pas exhaustive, dans les lignes du présent livre vient à point nommé. Le constat est que la noble lutte que mène ces dames nuits et jours a été moins documenté. Ils ou elles ont produit des bienfaits qui méritent d'être écris et racontés.

Nous comprenons que chaque génération de femme a fait face à des défis, et que le combat continue avec les générations futures.

Le premier enseignement à tirer de ce livre, Mali MUSSOW[1], est qu'il retrace un passé riche qui nous a été légué par des braves femmes et hommes engagés dans la promotion des droits des femmes au Mali. L'élan qu'a pris la nouvelle génération tire sa source de l'ultime trace laissée par les aînés.

Il est heureux de voir dans ce livre 30 portraits de femmes et d'hommes, dont-on prend enfin la peine d'immortalisé dans le combat pour l'émancipation des femmes maliennes.

Parmi ces femmes et ces hommes on retrouve les élites de tout bord. Ils ou elles sont entre autres des activistes, des militantes, des artistes, des écrivaines, des entrepreneures.

Le réconfort à travers ce livre est sans nul doute non seulement la perpétuation des expressions sur les visages des personnages, mais, elles suffisent à lier la portée de tous les combats.

Le bel éloge qu'on peut faire de ce livre photo est qu'il instruit ses lecteurs et éveille la curiosité toujours vive des jeunes personnalités féminines ; il est capable de provoquer des vocations. On ne peut que souhaiter que Mali MUSSOW suscite auprès de tous les lecteur(e)s le sens du combat pour la dignité des Hommes.

Comme présidente de WILDAF Mali, il me plait aujourd'hui de pouvoir apporter à la postérité un outil de capitalisation d'une partie de la lutte des femmes au Mali pour la promotion de leurs droits. Il s'agit pour nous tout simplement de donner aux femmes et aux hommes quelques traces pour prouver que les femmes de tous les bords, de toutes les générations sont actives et s'investissent pour un mieux-être dans notre pays. Le chemin est long et encore long. Cependant nous devons aller de l'avant, c'est en cela

1 Les femmes du Mali

que le WILDAF Mali sollicite et s'investit auprès de chaque femme afin que nous nous sentons unies et pas seules face à l'immense tâche qui nous attend et à laquelle nous nous sommes engagées qui est tout simplement la promotion et la protection des droits de la femme.

J'adresse mes sincères remerciements à toutes celles qui ont bien vouloir accepter d'être présentes dans ce livre qui est un premier essai de capitalisation.

Merci à vous toutes

Madame Mariam Diama Sanogo - Chargée de question du genre pour AMDH

Madame Bouaré Bintou Founé Samaké - Présidente du WILDAF/Mali

# Traces

# TRACES

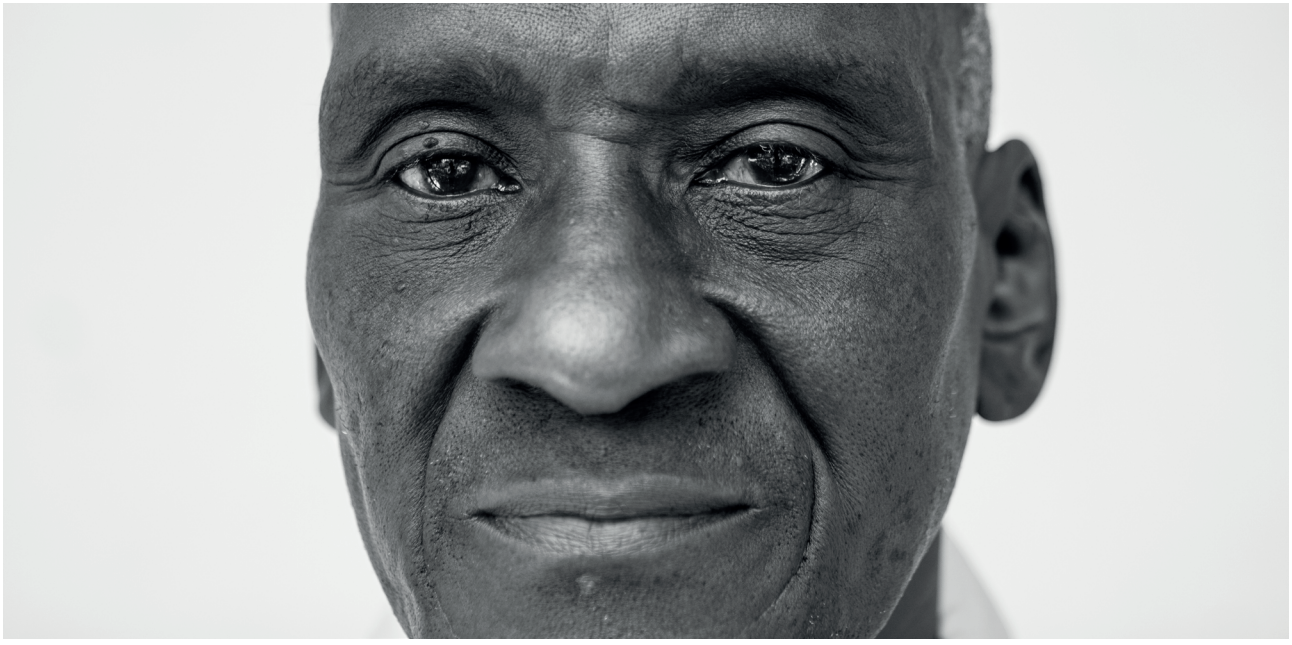
La femme malienne ou plutôt soudanaise car ici on parle de l'époque avant l'indépendance a toujours été le noyau des grandes décisions, qu'elles soient urbaines ou rurales. Généralement les noyaux sont invisibles mais sont quand même la base de tout, et c'est pareil pour nos grand-mères. Elles restèrent derrière mais étaient toujours consultées pour les grandes décisions que leurs époux, qui étaient devant, devraient prendre.

Elles finirent par prendre conscience et commercèrent à s'affirmer. L'histoire rapporte que bien avant 1960, il eut des organisations féminines comme l'Union des Femmes du Soudan français. Elles ont joué un rôle décisif avec les femmes sénégalaises lors de la grève des cheminots de « Dakar-Niger » de 1947. Les femmes ont mené ce combat, sous la lead d'Aoua Keïta, la première femme syndicaliste et première femme députée du Mali en 1950. Elle se battait non seulement pour les femmes pour aussi les hommes. Sa lutte était surtout anticoloniale, elle le faisait pour la dignité des femmes et des hommes du pays.

Cette prise de conscience grandissait de jour en jour et même après l'indépendance en 1960, avec la commission sociale des femmes travailleuses ; l'Organisation Panafricaine des Femmes (OPF). Les femmes ont été très engagées pour la lutte contre le colonialisme, et aussi pour la libération de leurs droits. Elles ont été à la base de plusieurs changements positifs dont nous continuons de bénéficier. Le changement et l'adoption de certains textes juridiques comme le code de mariage et de la tutelle et même les comportements des hommes vis-à-vis des femmes a été possible grâce à nos leaders féminins de l'époque, elles ont même prêtes à braver la mort pour nos droits.

Actrices pour la lutte anticoloniale, actrices pour la lutte pour l'indépendance, actrices pour la lutte pour la démocratie, la femme malienne n'a jamais cessé de faire bouger le pays de son rôle d'épouse à son rôle de militante ou simple travailleuse.

Pour avoir le regard d'un homme sur les luttes des femmes, nous sommes allées à la rencontre d'un homme aussi très engagé dans le combat des femmes.



*Discussion entre Aichatoun Amadou Touré et Mamadou Diakité pour faire ressortir les traces de luttes des femmes maliennes et leur engagement avant et après la démocratie.*

**Aichatoun :** Bonjour M. Mamadou Diakité.

**Mamoudou :** Aichatoun Bonjour !

**Aichatoun :** Vous avez été coordinateur d'un projet de défenses des droits des femmes au Mali dénommé Haoua (Alliances et Sororité des défenseures des droits des femmes pour la défense et la promotion des droits des femmes au Mali et en Algérie), et actuellement vous êtes consultant sur les droits des femmes, vous êtes, disons-le un homme engagé pour la cause, je voudrais bien m'entretenir avec vous sur les traces des luttes des femmes maliennes.

**Mamadou :** Avec plaisir Aichatoun !

**Aichatoun :** Pourriez-vous nous parler de ce que vous savez sur l'engagement des femmes maliennes ?

**Mamadou :** Que je sache, la femme malienne a toujours été engagée pour le progrès, la liberté, la démocratie et pour la défense de leurs droits. Et chaque génération a son histoire.

Au départ, la femme malienne a été aux cotés des hommes pour la lutte de l'indépendance et de l'émancipation du pays. Elle a été une actrice majeure pour la mobilisation des populations derrière les leaders politiques soudanais : Mamadou Konaté ; Modibo Keïta.... Et, la figure emblématique d'Aoua Keïta représente le combat des femmes de cette génération.

Ensuite l'UNFM (Union Nationale des Femmes du Mali) qui réunissait toutes les composantes féminines du pays, a joué pleinement sa participation dans l'émancipation de la femme malienne. UNFM a été la symbolique de l'engagement féminin des années 1980-1990 sous la conduite d'une autre grande figure Mme Sira Diop.

A partir de cette période, émergea un nouveau mouvement de femmes, le Collectif des Femmes du Mali (COFEM) plus porté sur les valeurs de démocratie de liberté et la question des droits des femmes et des enfants. Les femmes de ce mouvement, ces « Nieleni », (ça veut dire quelques choses ?, combattantes de la démocratie et de la liberté, telles : Bintou Maîga, Fatoumata Siré Diakité, Kadiatou Sow, Korotoumou Thera, Manassa Dagnoko, Bintou Sanankoua, Adam Bah Konaré ,et tant d'autres illustres connues et inconnues, ont marqué une des pages des plus importantes de l'histoire.

**Aichatoun :** Moi je n'ai pas vécu mars 1991, mais semble-t-il que les femmes ont joué un rôle majeur dans l'avènement de la démocratie au Mali. Qu'en savez-vous ?

**Mamadou :** Eh oui Aichatoun, je me souviens comme si c'était hier. Je me souviens de cette page sanglante qui a été sans doute la plus importante de l'histoire de notre pays. Je ferme les yeux, et je me rappelle de ces femmes qui étaient sorties ce vendredi noir, 22 mars 1991, faire barrage entre les militaires et leurs enfants, élèves et étudiants qui réclamaient la démocratie. Elles ont pris des balles dans leurs corps, dès lors, le mouvement pour la liberté et la démocratie ne pouvait plus s'arrêter, et arrivera le 26 mars 1991.

**Aichatoun :** Et après mars 1991 ?

Apres la conquête de la démocratie multipartite et de la liberté, l'engagement de la femme s'est beaucoup plus orienté sur la défense de leurs droits dont les portes voix ont été : l'APDF (Association pour la Promotion et la Défense des Doits des Femmes) de Fatoumata Sire Diakité et de Bintou Diawara , de la CAFO (Coordination des Associations et ONG féminines du Mali), du WILDAF Mali, avec sa présidence de Bintou Founé Samaké.

La défense de ces droits, porte principalement sur les violences basées sur le genre, entre autres : violences physiques, violences sexuelles, violences économiques,...

**Aichatoun :** Selon vous, le regard d'un homme, quels peuvent être les enjeux de l'engagement des femmes maliennes?

**Mamadou :** A mon avis, la défense des droits des femmes, ne doit pas être un combat contre la masculinité. Elle doit plutôt être une lutte commune, avec les hommes pour l'évolution de la société malienne. Il faut se battre ensemble contre les violences faites aux femmes mais quelques fois aussi aux hommes, et également il faut mutualiser, femmes et hommes, toutes les forces pour favoriser l'autonomisation de la femme.

**Aichatoun :** Merci Mamadou, cet entretien a été très instructif pour moi, d'abord en tant que jeune malienne pour ma culture puis en tant que jeune femme aspirant à suivre les traces de toutes ces figures emblématiques !

**Mamadou :** Merci Aichatoun !

## Jusqu'où peut aller l'engagement des femmes ?

Apres cette discussion très enrichissante avec Mamadou Diakité, je suis allée à la rencontre de Bintou Founé, présidente du WILDAF Mali, pour qu'en tant que femme elle nous parle d'un acte très symbolique posé par les femmes en 1991.

**Aïchatoun :** Bonjour Madame Bintou Founé

**Bintou :** Bonjour Aïchatoun

**Aïchatoun :** J'ai longuement échangé avec M. Mamadou sur les traces de luttes des femmes maliennes et sur leur engagement. Il y avait une question qui me taraudait l'esprit que je ne voulais poser qu'à une femme seulement.

**Bintou :** Eh bien donc, je vous écoute…

**Aïchatoun :** Parait-il qu'en 1991, les femmes firent une marche pendant laquelle, elle voulait enlever leurs deuxièmes pagnes pour servir de linceuls à leurs enfants tués. Alors Mme Bintou Founé, pourquoi leurs pagnes ? Ça représente quoi culturellement d'enlever son deuxième qui est quand même intime pour couvrir un corps?

**Bintou :** En effet après ce bain de sang de mars 1991, les femmes ont fait une seconde marche au cours de laquelle, elles étaient prêtes à enlever leur deuxième pagne pour couvrir le corps de leurs enfants. Ce deuxième pagne chez la femme malienne symbolise l'intimité, la féminité. Culturellement nous attachons deux pagnes, le deuxième est utilisé comme dessous. Enlever ce pagne intime, est avant tout une malédiction lancée au pouvoir. Cette action entrainerait sa chute et maudirait son régime.

**Aoua KEITA**
Sage-femme malienne et militante anticoloniale, première femme d'Afrique francophone élue à l'Assemblée législative comme députée (au Mali)

(1912-1980)

**« De là où je suis, je regarde cette génération militante pour les droits des femmes et ça me rend fière… je suis devenue leur idole. Certaines m'appellent même la mosaïque des féministes et j'en souris…. »**

Je suis Aoua Keïta, sage-femme malienne et militante anticoloniale. Contre le refus de ma mère qui me voulait à la maison, mon père m'inscrivit à l'école. Je fus admise au sein de la première école pour filles de la ville de Bamako en 1923. Plus tard, je poursuivis des études de sage-femme à l'École africaine de médecine et de pharmacie de Dakar, dont je suis sortie diplômée en 1931.

En 1935, je me suis mariée avec Daouda Diawara, un médecin auxiliaire que j'ai rencontré à l'école de Dakar. Sous la pression de la famille suite au fait que nous n'avions pas eu d'enfants, nous avons divorcé en 1949 après 14 ans de mariage. Quelques temps après, je me suis remarié avec Djimé Diallo, expert de l'Unesco à l'École normale supérieure au Congo Brazzaville.

Membre du Rassemblement Démocratique Africain (RDA), j'ai contribué à la mise en place des sections féminines. Très impliquée dans la politique, je fus nommée commissaire à l'organisation des femmes du RDA en 1958, l'année suivante, je fus la première femme d'Afrique francophone élue à l'Assemblée législative comme députée. En 1956, j'ai créé un syndicat féminin dénommé : Mouvement intersyndical féminin, l'objectif était de rassembler des femmes travaillant dans différents secteurs pour améliorer leur condition. En 1957, représente ce mouvement au Congrès constitutif de l'Union générale des travailleurs de l'Afrique noire.

J'ai participé à la mise en place d'une organisation féminine panafricaine. En 1962, j'ai participé à la rédaction et à la promulgation d'un code du mariage et de la tutelle du malien qui accordait plus de droits aux femmes. Toute ma vie, j'ai milité pour l'amélioration des conditions de vie des femmes africaines.

En 1968, lors du coup d'Etat de Moussa Traoré sur Modibo Keïta, je perdis mon poste de députée. Comme on le dit : « parfois malheur est bon », j'ai quitté le pays et cela a été le moment pour moi prendre du recul pour me mettre à l'écriture de mon autobiographie.

J'ai publié mon livre autobiographique : Femme d'Afrique. La vie d'Aoua Keïta racontée par elle-même, en 1975, et elle fut récompensée par le grand prix littéraire d'Afrique noire en 1976. Je retraçais ainsi dans ce récit mon engagement politique et professionnel.

Je rejoignis le bercail en 1979 et juste un an après, j'ai rejoint mes ancêtres pour un sommeil éternel.

**Sira DIOP**
Enseignante, militante féministe et syndicaliste
(1929-2013)

**« Je suis partie avec l'espoir qu'un jour les violences basées sur le genre puissent être abdiquée. »**

De mon nom, Sira Cissoko épouse Diop mais par habitude on m'appelait Sira Diop. Je fus la première bachelière soudanaise en 1950 et la première lauréate du concours des inspecteurs d'enseignement primaire en 1961. En plus de ma carrière d'enseignante, j'ai toujours été militante, féministe, j'exerçais une activité syndicale intense.

De mon vivant, j'étais très impliquée dans la vie associative, surtout féminine. Je fus membre fondateur de l'intersyndicale des femmes travailleuses du soudan, et aussi membre fondatrice et présidente de l'union des femmes travailleuses du soudan (USF) créée en 1958. Cette fonction me conduisit à la présidence du congrès constitutif de l'union des femmes de l'ouest africain (UFOA) qui se déroula à Bamako en juillet 1959.

Première directrice du lycée des « Jeunes filles » entre 1962 et 1965. C'est un établissement qui s'occupe uniquement de l'éducation des jeunes filles et il porte depuis 1995 le nom de Bah Aminata Diallo, une honorable dame qui a aussi dirigée l'école de 1972 à 1983. Je fus membre de la commission de réforme des programmes de l'enseignement du Mali (1962-1964). En 1971, je fus chargée de mission au ministère de l'éducation nationale pour les problèmes de l'éducation des jeunes filles. Fonctionnaire internationale je fus, j'ai servi à cet effet à l'Unesco, l'Unicef, l'Oms. J'ai consacrée ma vie aux droits de la femme malienne, j'ai formé des générations de femmes maliennes, j'ai sensibilisé des jeunes filles pour qu'elles puissent s'assumer, connaitre leurs droits et pouvoir l'exercer.

Je suis partie avec l'espoir qu'un jour les violences basées sur le genre puissent être abdiquées. Que la femme en générale et malienne en particulier puisse jouir de tous ses droits mais aussi connaitre ses devoirs. Une bibliothèque inaugurée par la première dame Keïta Aminata Maïga porte aujourd'hui mon nom.

De là ou je suis, je suis honorée.

**« Le 18 janvier 2011 était mon dernier jour sur terre mais je ne savais pas, j'étais médiatrice de la république du Mali, j'exerçais avec amour ce métier, je ne cessais de réfléchir à d'éventuelles solutions pour tirer mon pays de l'ornière. Je sortais de chez moi sans savoir ce qui m'attendait…**

**Le 18 janvier j'ai rendu l'âme après un accident de la circulation routière. »**

Je suis M'Bam Diatigui Diarra, je fus avocate.

J'ai suivi mon cursus universitaire à l'Ecole Nationale d'Administration du Mali (ENA). Humaniste dans l'âme, le Diplôme de l'ENA était ce pourquoi je me battais afin de pouvoir accéder au Barreau du Mali sur titre.

J'ai effectué deux 02 ans de stage au Cabinet d'avocat de mon père Maître Tiémoko Diatigui Diarra.

Avocate, j'ai plaidé au Mali. Les évènements de mars 1991 surviennent, le régime est renversé, j'ai dû agir sans perdre du temps afin d'éloigner les enfants de l'ancien chef d'Etat renversé Moussa Traoré de la colère de la population. Je les ai envoyés vers la côte d'Ivoire. Quelques temps après, Maître Demba Diallo, ancien Bâtonnier et leader fondateur de L'AMDH me confia la présidence de son organisation. Je devins ainsi la présidente de l'AMDH et siégeai à ce titre au CTSP (Comité de Transition du Salut Public). Après deux mandats, j'ai quitté les bureaux de l'AMDH, très aventurière je fus, je m'étais penché vers l'ONU et entamais des missions qui débutèrent en 1994 avec une enquête sur les droits de l'Homme au TCHAD.

Une mission Tchadienne émaillée de menaces gouvernementales. Déterminée, je ne lâchais pas. Au Burundi, également pour des missions Onusiennes chaque matin au réveil, je trouvais des cadavres humains jonchés sur le sol derrière l'enceinte de mon habitat. Des persécutés qui ont voulu sauver leur vie sans jamais parvenir à accéder à ma cour.

Revenue au Mali, après les missions Onusiennes vers 2003, la Ministre de la Justice, Maître Fanta Sylla me nomma Secrétaire Permanente de la CNDH (Commission Nationale des Droits de l'Homme).

Un temps mort très ennuyeux après cette mission. Je ne supportais pas d'être inactive. Je fis ainsi la promotion de L'AFAD (Association des Femmes Africaines de la Diaspora) avec comme lieu de réunion le siège de la CNDH.

Ensuite je devins la Présidente d'honneur de L'ONG-RENEDEP présidée par la sociologue Mme Oumou Touré, ancienne Ministre de la femme, de l'Enfant et de la famille.

Je m'étais personnellement très impliquée dans la défense des droits des travailleurs compressés comme l'ATCR et ceux de la COMATEX, cela m'a valu des menaces de mort proférées dans les rues de Bamako à bord de ma voiture « M'Bam Diatigui Diarra, on te couchera dans ton sang », une phrase la plus fréquente que j'entendais.

Je fus nommée en 2009, Médiatrice de la République sur une liste d'une vingtaine de personnalités par le président Amadou Toumani Touré. En parallèle je continuais ma vie associative et ma lutte pour la défense des droits de l'homme. Des organisations de la société civile ont été associées aux activités du Bureau du Médiateur. Sous son impulsion et ma détermination la fonction a été revalorisée matériellement et financièrement. Mais un sacré 18 janvier, arriva et tout bascula! Je meurs à la suite d'un accident de la circulation le 18 Janvier 2011 moins de deux 02 ans d'exercice de ma fonction de médiateur de la république.

**M'Bam Diatigui DIARRA**
Avocate
Ancienne présidente de l'AMDH
Ancienne médiatrice de la
république du Mali

(1949-2011)

**« Il y trois ans j'étais encore en vie, il y a trois ans je luttais, je militais pour ce qui nous appartient, nos droits et je n'ai jamais cessé…J'ai continué cette lutte jusqu'à mon dernier souffle que j'ai rendu le 14 octobre 2016 car je voulais ancrer ma vie et mon parcours professionnel dans le combat pour les droits de l'homme en général et de la femme en particulier. »**

Je suis Fatoumata Siré Diakité. Femme combattante et militante, des qualificatifs qui m'ont été accordés quand j'étais en vie mais qui vont également avec tout ce que je faisais. Je fus présidente fondatrice de l'APDF (l'association pour la promotion et la défense des droits des femmes), une organisation que j'ai laissé dans des mains sures, ma sœur et collègue Bintou Diawara. Toutes deux enseignantes quand j'avais créé l'association et elle a cru en moi et m'a suivi et c'est avec une tranquillité que je fais ce sommeil éternel car je sais l'organisation est comme dans mes mains.

J'étais présente dans presque dans toutes les luttes pour l'émancipation et la défense des droits des femmes maliennes. Je menais cette lutte pendant plus de 20 ans et je n'étais même pas fatiguée car c'était ma mission de vie. Le syndicalisme m'intéressait aussi car c'était le moyen d'être plus près de mes objectifs, j'avais rejoint la vie syndicale avec le Syndicat National de l'éducation et de la culture, le SNEC après ma carrière d'enseignante pendant laquelle l'APDF fut créé plus précisément le 06 avril 1991 suite à tout ce qui s'est passé le 26 mars.

Le 26 mars 1991 était sombre comme date dans notre histoire mais nous l'avons vue arriver…

Des organisations basées sur les questions de multipartisme et de démocratie avaient déjà été créés vers la fin des années 1990. Et, moi, pour ne rien rater et pour pouvoir suivre toutes les marches, j'ai pris la carte du CNID et Adema associations (Association française de défense de l'environnement). Les journées de mars ont été des journées de lutte et de sacrifice, de don de soi, pour avoir un idéal pour le pays en générale et la femme en particulier. J'ai participé à toutes les marches de mars 1991, toutes.

Des femmes ont bravé la mort pour dire non à la dictature, pour sauver leurs enfants et dire oui à l'éducation des jeunes.

Je fus la première femme à être décorée chevalier de la légion d'honneur de la France en 1997 et également plusieurs décorations et distinctions sur le plan nationale. Je suis partie mais je reste grâce à l'ADPF. De là où je suis à chaque victoire dans la lutte pour les droits des femmes, je me sens fière de là je suis. C'était pour ça que je me battais, pour la femme, pour son émancipation et aussi pour ma bonne conscience. Je suis partie sachant que j'ai apporté aussi minime qu'elle soit ou qu'elle puisse paraitre, une pierre à l'édifice de la lutte pour la protection et la défense des droits des femmes. Et ça valait le coup, tout ce que j'ai supporté…

Fatoumata Siré DIAKITÉ
*Fondatrice* et ancienne présidente de l'APDF
(décédée en 2016)

**Khaïra ARBY**
Artiste/chanteuse/musicienne
(1959-2018)

**« La musique et mon engagement m'ont rendue éternelle. Je ne suis plus en vie mais mes œuvres oui… »**

Je suis Khaïra Arby. Je viens d'Agoni, un hameau à 35 kilomètre de Tombouctou. J'ai appris à chanter dès mon jeune âge dans les mariages et les fêtes traditionnelles. Le chant était dispensable à mon être. Il me fallait chanter pour avoir la bonne humeur. A 11 ans, j'intégrais la troupe de Tombouctou. Mon père ne voulait pas que je devienne chanteuse, ce n'était pas parmi ses ambitions pour moi, il me voulait mariée et soumise à mon mari, avoir des enfants et m'en occuper. Je n'avais que onze ans, mais je savais ce que je voulais. De mon vivant, je ne voulais que chanter, chanter et sensibiliser à travers mes chants, chanter et avec ma voix qui était appréciée, apporter la bonne humeur, faire sourire les gens. Je suis native du Nord du Mali, et notre vie là-bas n'était pas rose, très loin de là, rébellion sur rébellion, kamikaze sur kamikaze, des innocents mourraient chaque fois. Même si je ne suis plus en vie, je souhaite que ça change car j'ai tout fait sur terre sur terre. Quand j'étais en vie, on m'appelait le rossignole de Tombouctou. Le fait que je chantais très tôt a aiguisé ma voix.

Plus tard, je quittais Tombouctou pour rejoindre la troupe artistique de Gao. Chose qui ne plaisait pas à mon père. A 16 ans, il me donnait en mariage. Cette fois les deux, lui et mon mari de l'époque, étaient unis pour me décourager afin de laisser le chant. Ils tentaient même des sortilèges sur moi pour perdre la belle voix que Dieu m'a donné. J'avais dû faire une pause, mais quelques temps après j'avais repris et j'avais divorcé de ce mari qui ne voulait pas que j'évolue dans ce qui me passionnait.

Peu de temps après je m'étais remariée et avant de mourir, j'étais mère de six enfants, cinq garçons et une fille, tous des adultes aujourd'hui.

J'ai poursuivi ma voix, je chantais pour la paix, sur la faim au pays, sur la sècheresse et sur les droits des femmes notamment l'abandon de l'excision, des mariages d'enfants et plusieurs autres formes de violences sur la femme.

De mon vivant, j'ai été décorée chevalier de l'ordre national et j'eus plusieurs distinctions comme le « Tamani d'or » à plusieurs reprises, l'indépendance Aword, le Human right. Le 19 août 2018, la mort m'a appelé et je suis allée la rejoindre.

J'ai laissé derrière moi plusieurs albums.

# Engagements

**Amintou HAMADOU,**
Economiste, Coordinatrice du programme debbo Alafia/
AMSS Tombouctou

**« Les victimes des VBG rencontrent généralement des séquelles liées soit à l'excision où à une grossesse précoce. En plus d'être victimes de toutes ces violences, elles sont marginalisées. En conséquence, beaucoup restent avec leurs maux sans en parler par peur d'être rejetées. »**

Je suis Amintou Hamadou, mère de quatre enfants et coordinatrice du programme Debbo Alafia.

J'ai un DESS en Développement Local et Décentralisation à DELTA - C au Mali et une maitrise en Gestion de la Faculté des Sciences Juridiques et Economiques (FSJE), Université de Bamako. Depuis mon stage de fin de cycle pour la maîtrise, en 2003, j'ai pris goût à accueillir, orienter et aider les filles / femmes.

De 2004 à 2005, quand j'ai eu mon diplôme en gestion, j'ai commencé des stages et quelques contrats au sein des caisses d'épargne et de crédit à Bamako. Mais au bout d'un an, j'ai compris que quelque chose me manquait, je ne m'épanouissais pas dans le travail de « dépôt et de retrait d'argent ». J'avais besoin de quelque chose ! Quelque chose que je ne saurai expliquer.

De 2005 à 2006 j'ai enseigné au lycée de Goundam en tant que professeure contractuelle de mathématiques. Ce n'est qu'en 2007, que j'ai eu ma vraie vocation, en travaillant en tant qu'animatrice à l'ONG AMSS sur un projet de participation accrue des femmes à la vie publique au sein de l'ONG AMSS (Association Malienne pour la Survie au Sahel). Voilà ce que j'ai toujours recherché, c'est là que je m'épanouie et c'est là que je me sens utile car ici je me bats directement pour moi-même, pour les droits des femmes.

En juillet 2010, j'ai quitté ce projet pour être « Coordinatrice au sein de la même structure mais cette fois sur le Programme de lutte contre le mariage précoce et la fistule obstétricale dans la Région de Tombouctou».

Plus tard en décembre 2014, j'ai commencé à coordonner un vaste programme Debbo Alafia, (Actions Concertées pour l'Amélioration de la Santé de la Reproduction et la Promotion des Droits des Femmes et des Filles) dans la région de Tombouctou. Debbo Alafia en langue locale, pour dire « santé de la jeune fille. » J'ai suivi plusieurs formations sur le mariage des enfants, la fistule obstétricale, le leadership féminin, la citoyenneté, le plaidoyer, la santé de la reproduction et des droits reproductifs et sexuels, les violences basées sur le genre (VBG). Je suis formatrice VBG, membre du pool national de formateurs VBG du Mali.

Grâce à cet engagement et au programme Debbo Alafia qui a été plutôt bien accueilli par la communauté surtout les femmes, nous comptons de 2014 à nos jours plus de 300 femmes bénéficiaires d'une prise en charge psycho-sociale et d'une réinsertion socio-économique.

En effet nous avons à l'hôpital de Tombouctou un centre d'hébergement et de prise en charges des femmes malades de la fistule obstétricale. Le séjour des femmes dans le centre part de 1 à 3 mois en fonction du degré de la maladie. Les sensibilisations effectuées dans le cadre du projet nous ont permis de compter plus de 515 villages qui ont signé avec nous l'arrêt des mariages d'enfants, de l'excision et tout autre acte de violence basées sur le genre. Et pour la première fois dans l'histoire, ces dernières années depuis l'arrivée du programme, nous comptons maintenant plus de 20 élues communautaires (conseillères dans les quartiers) et même deux chefs de villages, chose qu'on n'imaginait pas il y a quelques années. Pour dire que le combat est rude mais nous continuons de persévérer et cela pas uniquement dehors, même au sein de ma famille, bien avant mon mariage et bien avant le début de mes activités, j'ai pu convaincre mes parents de ne pas exciser mes petites sœurs, c'est vrai, une ou deux génération ont été excisées mais depuis 2006, cette pratique ne s'est plus déroulée dans ma famille. Le même combat continu aujourd'hui en tant que mère, mes filles ne subiront pas cette violence.

Je poursuis toujours ma passion : « faire renaître le sourire sur les visages des femmes et des filles du monde ».

Assitan TRAORE
Commissaire principale de police
Directrice du centre DJIGUIYA, ONE STOP CENTER

**« Si l'on donne les mêmes chances aux femmes que celles données aux hommes, elles risquent de faire mieux. »**

Je suis Assitan Traoré, commissaire principale de police et directrice du centre « Djiguiya », One Stop Center de la police nationale, présidente de l'association de lutte contre la toxicomanie féminine et juvénile.

Détentrice d'une maitrise en Droit privé des affaires, je fais également partie de la première promotion des jeunes recrutés par l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes, où j'ai servi au ministère de la promotion de la femme en m'occupant des enfants qui sont en conflit avec la loi et ceux qui sont abandonnés par leurs parents.

J'avais pour vocation de devenir juriste mais après deux tentatives soldées par l'échec au concours de magistrature, je me suis demandée : quel métier pourrais-je exercer sans pour autant renoncer à mon rêve ? Celui d'aider directement mon prochain ?

Suite à cela, j'ai fait le concours d'entrée à la Police Nationale en 2006 pour devenir commissaire que j'ai réussi. Après la formation de base, nous avons été gradés en 2008 comme commissaire de police. Ma prise de fonction fut en tant que chef de la Voix Publique, adjointe au 2ème arrondissement de Bamako. J'avais pour mission de venir en aide aux usagers de la route et d'intervenir dans les cas de troubles dans la société.

Quelque temps plus tard, j'ai demandé une mutation pour aller à l'Office Central des Stupéfiants. J'y ai d'abord occupé le poste de chef de groupe d'intervention de 2010 à 2015, et j'étais la seule femme à être chef de groupe, ensuite j'ai occupé le poste de chef d'antenne de la rive gauche et sur ma demande j'ai été nommée chef de la section prévention –communication - sensibilisation parce que j'ai compris qu'au lieu de punir la consommation de stupéfiants, il fallait la prévenir avec des campagnes de sensibilisation.

Avant de rejoindre cette section, j'ai créé l'Association de Lutte contre la Toxicomanie Féminine et Juvénile en 2016 dont je suis la présidente. En mars 2019, je fus nommée directrice du centre « Djiguiya » One Stop Center, c'est un centre qui assure la prise en charge des victimes des violences basées sur le genre. Dans ce centre, j'ai une double casquette, en plus de celui de directrice, je suis également le chef de centre social de la police qui existe depuis 2006. La mission du centre social est de former les personnes vulnérables de la police qui sont en général les orphelins et les veuves, dans les activités génératrices de revenus pour assurer leur autonomie. Cette mission a été à celui du centre « Djiguiya » en partenariat avec l'ONU Femme, ce qui fait que le centre a deux missions : former les veuves et les

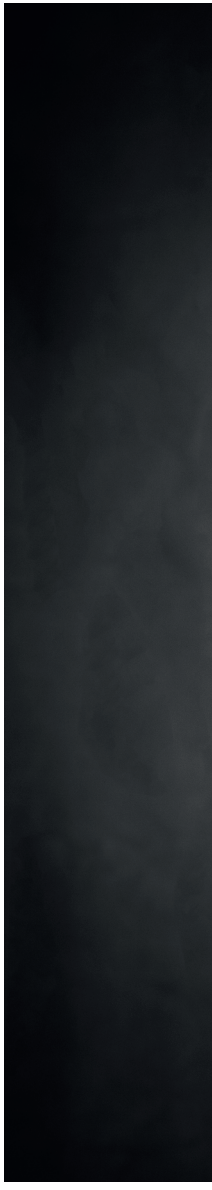
orphelins des policiers pour les activités génératrices de revenus et la prise en charge des victimes des violences basées sur le genre.

Pour ce qui est de l'association, elle a pour but de réduire la consommation de drogue de tout genre par les femmes et les jeunes dans un premier temps et dans un second temps, la stopper. Grâce à mon séjour à l'OCS, j'ai eu assez d'enseignement et d'expérience pour mener à bien mon combat. Selon nos statistiques, ce sont les jeunes qui sont les plus grands consommateurs et leur âge varie entre 11 et 17 ans. D'après une étude menée en 2012, 72% des mineurs sont des consommateurs dont les 25% sont des filles. Notre objectif spécifique est d'assister les toxicomanes dépendants, la consommation de drogue est une maladie et c'est ce que notre société ignore. Lorsqu'un enfant se drogue, il est tout de suite rejeté alors que c'est à ce moment qu'il a le plus besoin d'assistance.

Pour certains, cela peut paraitre aberrant qu'une femme travaille dans ce milieu. Je l'ai dit et je ne cesserai de le ressasser, si l'on donne les mêmes chances aux femmes que celles données aux hommes, elles risquent de faire mieux. Ce sont juste des questions de volonté, d'ambition et d'éducation. Je ne saurais cautionner que le genre puisse être un obstacle.

Je travaillais avec mon équipe pour démanteler les réseaux de narcotrafiquants quand j'étais à l'OCS et cela à des heures tardives et parfois même hors agglomération. Le plus dur c'est de pouvoir concilier la vie professionnelle et le foyer. On doit savoir faire la part des choses. Quand je rentre à la maison, je ne suis plus commissaire de police, je hôte mes galons et m'investit entièrement dans mon rôle de femme mariée, je suis Mme Traoré, la femme du chirurgien. Peu importe le poste qu'on occupe, une fois mariée on demeure sous l'autorité de son mari.

Nous sommes dans une ère où la femme se doit d'être combattive car malheureusement ce que nous avons, nous ne l'acquérons pas naturellement. Toute femme qui occupe aujourd'hui un poste de responsabilité, c'est qu'elle en a les capacités, ce n'est aucunement du favoritisme. La promotion féminine, le genre, les VBG, ce n'est pas une faveur faite aux femmes, leur but commun c'est de défendre les droits humains en mettant l'accent sur ceux des femmes car elles sont les plus touchées.



**Bintou Founé SAMAKE**
Juriste
Ancienne professeur en droit civile
Présidente du WILDAF Mali

**« Si vous prenez le bâton de discrimination contre la femme alors il vous sera retourné un beau jour, d'une façon directe soit indirecte. »**

Je suis Bintou Founé Samaké, juriste de formation, ex membre coordinateur adjoint de la clinique juridique de l'association des juristes maliennes. Ex professeure en droit civil à l'école militaire d'administration de Koulikoro de 1992 à 1994 ; à partir de cette date jusqu'en 2002, je fus professeure chargée des travaux pratiques à la faculté des sciences juridiques de Bamako. Je préside le réseau WILDAF Mali (Women in Law & Development in Africa) de 2012 à nos jours et point focal pays de ce réseau panafricain d'associations et d'organisations (22 organisations de défense et de protection des droits de la femme).

Ce réseau de Co-organisations a pour objectif général de promouvoir et de défendre les droits de la femme ; plusieurs domaines d'activités s'incluent dans ce cadre notamment celui de renforcement des capacités de tous les acteurs porteurs d'impact positif (élus, magistrats, avocats, agents d'administration…), et celui des femmes afin qu'elles puissent connaitre leurs droits et les exercer. A cela s'ajoute, le grand volet de procédure d'écoute et d'assistance juridique et judiciaire des personnes confrontées à des problèmes juridiques dont une fois exposés aux bureaux, des pôles d'avocats sont mis à leur disposition, susceptibles de plaidoyer et de défendre leurs cas devant les cours et juridictions du Mali l'information et la sensibilisation juridiques s'étendent pour tous les genres mais l'assistance judiciaire est réservée uniquement aux femmes.

Actuellement le réseau intervient sur les questions de paix et de sécurité afin de permettre aux femmes et aux jeunes de s'approprier les concepts de sécurité et de comprendre les enjeux liés à ce titre. Dans le même cadre, il y a le développement d'un outil appelé « Cercle de paix » (Agenda femme paix et sécurité au Mali). Le réseau intervient également en matière de gouvernance pour faciliter l'accès des femmes aux postes de prises de décisions politiques soit administratives. Le réseau s'implique aussi dans le domaine de la « recherche action » (études et recherches juridiques liées aux femmes et à ses problématiques tel le mariage précoce. Cependant les issues de ces recherches permettent de planifier les interventions et de les orienter vers des solutions idoines.

Des membres individuels interviennent fréquemment pour appuyer les mobilisations et campagnes de sensibilisation du réseau.

Détentrice de beaucoup d'attestations, de distinctions et de diplômes de reconnaissances de la part des institutions et des partenaires nationaux et internationaux pour ces actes posés en vue de la mobilisation, de la promotion

et de la protection des droits de la femme, je m'affirme et m'assume féministe, de même mon rôle de femme mariée et de mère de foyer.

Ce métier encourt son lot de contraintes négatives mais la reconnaissance des maris des femmes bénéficiaires de nos services compense le dénouement de cette situation.

Dans cette aventure, je fus particulièrement marquée par l'histoire d'une veuve, qui après avoir perdu son mari prématurément, fut chassée de chez elle avec ses deux filles, dépossédée de tous biens ayant appartenus à son défunt époux. D'une valeur de 30 millions, elle n'eut avec ses filles qu'un tiers sur l'héritage de son mari. Ceci étant très injuste, je me suis donnée comme mission de me battre auprès de cette femme et cela a duré 10 ans. Malgré les embuches rencontrées, j'ai fini avec bien-sûr l'aide de toute l'équipe par avoir gain de cause pour cette femme, au moins à contribuer à relever ce défi permanent auquel les femmes sont confrontées et à véhiculer un message de lueur d'espoir pour un Mali, une Afrique et un monde sans aucune discriminations basées sur le genre.

Si vous prenez le bâton de discrimination contre la femme alors il vous sera retourné, un beau jour, d'une façon directe ou indirecte.

**Bintou COULIBALY**
Enseignante
Présidente nationale de l'APDF

**« La vie est un éternel combat ; je souhaite qu'on puisse unifier et concrétiser nos efforts pour que toutes les femmes soient mises au même point d'information sur la connaissance et l'exercice de leurs droits. »**

Je suis Bintou Coulibaly, je suis la présidente nationale de l'APDF (Association pour le progrès et la défense des droits des femmes).

Avant l'APDF, j'ai été enseignante de formation, maitresse de biologie et économie familiale en second cycle. Pendant ma période d'enseignement, j'avais une camarade qui avait bien songé à l'idée de création de l'APDF dans notre quartier, Wolofobougou bolibana donc comme c'est une amie ; elle m'a directement prise pour associée et m'a proposé de créer une sous-section de ladite association dans notre quartier compte tenu de sa décentralisation.

A cette époque, j'étais la secrétaire générale et je fréquentais le siège de l'APDF, j'ai beaucoup appris auprès de la présidente, Fatoumata Siré Diakité, qui m'a énormément aidé et c'est grâce à elle si j'en suis là aujourd'hui.

Au sein de l'APDF, j'ai reçu beaucoup de formations et à mon tour, je suis devenue formatrice des thématiques portant sur les VBG en général, l'excision, les mutilations génitales féminines, la gestion de l'information des VBG et bien d'autres. Après avoir accompli avec brio mon poste de secrétaire à l'éducation et à la recherche, j'ai été chargée de programme au niveau de l'APDF jusqu'au décès de la présidente en 2017.

Après le deuil, j'ai été nommée présidente nationale de l'APDF, entre temps, j'ai mené plusieurs activités à l'extérieur et je représentais l'APDF au sein de la COMAD (coalition malienne des droits de la femme) et à ce titre j'ai été déléguée comme experte pour aller présenter le rapport complémentaire des organisations de la société civile sur les droits de l'enfant à Genève. J'ai été à Addis Abeba, en Espagne pour des évaluations et de l'expertise portant sur les mutilations génitales féminines. J'ai été également à Kigali pour le « Mali justice project » (un projet qui travaille sur l'impunité) puis je me suis rendue à Nairobi.

Au sein de l'APDF, nous menons plusieurs activités à savoir celles permanentes dont l'assistance juridique et judiciaire aux femmes victimes de violences et nous avons un centre à cet effet et d'autres plus ponctuelles. Nous disposons également d'un centre d'hébergement dans les localités de Bamako, Mopti et Gao. Nous recevons des cas de violences faites aux femmes et nous agissons en tant que médiateurs, réconciliateurs. Pour celles qui souhaiteraient aller en justice, nous confions leurs dossiers à des avocats. Cependant nous assurons leur prise en charge, pendant leur séjour dans nos centres où elles mènent des activités génératrices de revenus

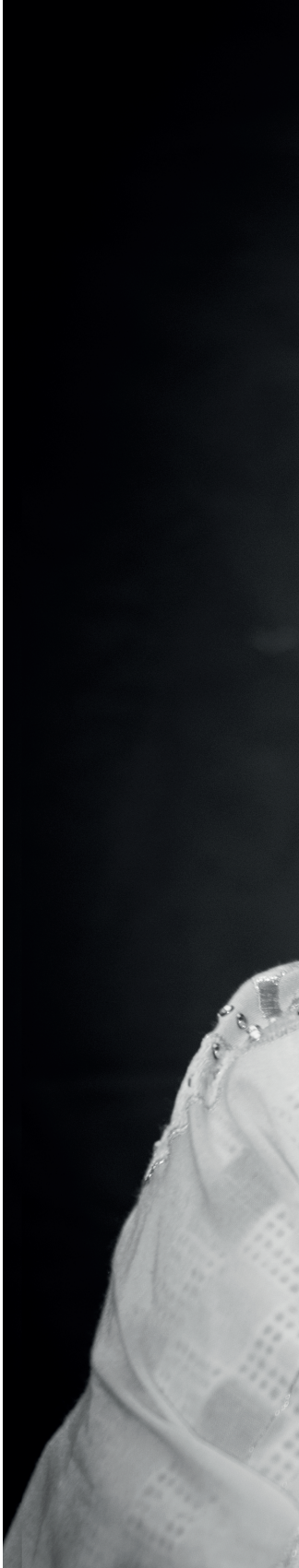
comme la teinture, la transformation des produits locaux, la coupe et couture et en même temps nous en profitons pour les sensibiliser sur les droits et devoirs et les VBG.

Généralement les femmes victimes viennent à nous après avoir entendu parler de nos activités dans les radios, nous leur transmettons nos contacts puis elles nous joignent au téléphone. Également les femmes bénéficiaires du programme orientent certaines autres femmes dans le besoin vers notre centre.

Nous faisons des sensibilisations en incluant le coran souvent, après conciliation entre les époux, nous effectuons un suivi de trois mois du couple mais en cas de divorce, la femme introduit elle-même sa requête.

Nous avons mis en place le prix Awa Keïta (notre idole) décerné à toute femme ou homme identifié selon les critères comme fervent défenseur des droits de la femme. Il existe aussi le prix Nieleni uniquement pour les femmes rurales afin de les honorer pour leurs efforts, il est décerné chaque deux ans.

Les enjeux sont telle qu'il y a un amalgame entre les pratiques ancestrales et celles religieuses. Nous avons lu et analysé les textes sur les droits religieux, la charte de Kouroukanfouga, la bible et la constitution de la république du Mali ; puis nous avons ressorti les points convergents sur les droits des femmes. Pour dire que nous ressortons des textes religieux ce qu'ils montrent les droits et devoirs de la femme dans la société.



Aïssata NAMOKO
Comptable, artisan/couturière, styliste
Fondatrice et président de la coopérative Djiguiyaso

**« Nous avions terminé de crocheter 500 panneaux et quelques en six mois. Grace à cette confiance, nous avions eu d'autres commandes par le biais de la même personne. Ceci prouve jusqu'où peuvent aller les femmes si elles se donnent la main. »**

Je suis Aïssata Namoko, je suis dans le textile de maison avec les pagnes tissés du Mali. Ma mère est couturière et très petite j'ai appris avec elle.

J'ai quitté la fonction publique où j'exerçais en tant que comptable pendant 10 ans. En 1982, j'ai arrêté volontairement ma profession de comptable pour faire la couture avec le textile malien.

En 2004, j'ai créé la coopérative Djiguiya, qui est un centre de transformation du textile et d'insertion socio-professionnelle des femmes. J'ai fait appel pour un début à dix autres femmes qui s'y connaissaient déjà en couture afin de travailler ensemble. Nous avions été retenus pour un programme dénommé « Design Africa », dont le but était de sélectionner les artisans maliens pour une présentation de leurs produits au Canada. Nous avions présenté des produits crochetés car à la base nous faisions plus de crochets qu'autres choses. Parmi les visiteurs des stands une dame d'origine américaine a bien aimé nos produits et a fait une commande conséquente de panneaux (plus de 500).

Avec mon équipe, nous seules ne pouvions pas le faire et finir à temps car nous avions un délai de 10 mois. J'ai donc demandé à mon équipe d'amener avec elles d'autres femmes, et celles-ci étaient devenues les mentors du groupe qu'elle avait amené. Ainsi, nous avions un total de 140 femmes et ensemble nous avions pu faire la commande et être dans le temps. Nous avons terminé de crocheter les 500 et quelques panneaux en six mois. Grace à cette confiance, nous avions eu d'autres commandes par le biais de la même personne. Ceci prouve jusqu'où peuvent aller les femmes si elles se donnent la main. Plus tard toujours en union, nous avions eu le prix d'excellence de l'UNESCO avec un de nos produits, un coussin crocheté. C'est un mélange du tissu malien tissé à la main et crocheté avec le fil de la COMATEX.

Nous sommes très créatives et je donne libre choix à toutes les femmes de faire de faire leurs propres créations. Nous nous inspirons généralement du design de nos ancêtres, pour l'adapter à cette époque, le modernisme. Ces femmes depuis 2004 ont été un bras valide pour moi dans les différentes commandes et tous les travaux et projets qu'on effectue.

En 2010, j'ai créé un centre de formation pour les jeunes, que j'ai nommé ADN, il a tout son sens car d'abord ADN c'est le sigle de mon nom complet, Aissata

Diaba Namoko, c'est pour motiver les jeunes filles à être courageuse comme moi et bien plus, encore plus qu'elle ait ce courage dans leur ADN. Le centre offre trois modules de formation avec des durées différentes, nous avons la coupe et couture qui dure 03 ans ; la teinture naturelle indigo et la filature traditionnelle qui durent 1 an. Grace à un partenariat avec Suisse Contact et FAFPA, nous avons formé beaucoup d'autres femmes envoyées en parallèle par les deux organismes.

De 2010 à maintenant plus de 500 femmes ont été formés au centre ADN.

Quand on travaille avec la main, on doit montrer sa capacité car cet art n'est pas donné à tout le monde. La coopérative est ouverte pour toutes les femmes qui désirent apprendre ou apporter leur savoir-faire. Je disais tout le temps aux élèves qu'une fois leurs formations terminées, elles peuvent rester et nous apporter leur savoir-faire. Ce dernier étant plus moderne que le nôtre, qui sans être obsolète, a besoin de s'adapter aux nouvelles tendances. Le but n'étant pas de les freiner dans leurs ambitions, nous ne les laissons rester que si elles manifestent le besoin ou l'envie. Apres trois ans de formations la plupart des élèves ouvrent leurs propres ateliers et c'est une grande fierté pour moi de les visiter. Par contre certains restent avec nous après leurs études, et nous ne refusons aucun savoir-faire, aucune idée si elle est novatrice et qu'elle mette en valeurs nos textiles. En effet ces dernières années nous commençons à accueillir les jeunes garçons qui souhaitent se former dans le textile. C'est aussi ça la beauté.

BUTTERFLY

Mama KOITE
Professeure d'histoire et Géographie
Présidente de Musonet.
Point focal de Femnet au Mali

**« Ce n'est pas qu'on s'impose, ce n'est pas aussi qu'on exige des choses mais c'est une nécessité pour la nation malienne de mettre en exergue la loi 052. Je pense vraiment qu'il y a beaucoup de domaine dans lesquels, les femmes ont leur place, et peuvent même exceller. »**

Je suis Mama Koité, Présidente de Musonet au Mali.

Je suis sortie professeure d'histoire et géographie, après j'ai demandé à rejoindre l'animation socio-culturelle car j'étais pionnière vers les années 1968 et j'ai beaucoup aimé les activités de jeunesses. J'étais après au ministère de la jeunesse des sports et j'ai développé plus d'amour pour l'animation socio-culturelle.

Et, j'ai toujours aimé la vie associative...

Musonet est un réseau de développement et de communication des femmes maliennes et c'est le Point focal de « Femenet » au Mali. Nous échangeons des informations sur les organisations défenseures des droits des femmes, des activités liées aux droits de femmes, des conférences. Nous renforçons la capacité des femmes sur plusieurs domaines en rapport avec les droits des femmes, leur autonomisation et leur émancipation. Nous faisons aussi des plaidoyers pour l'obtention de certains droits pour la femme.

Nous sommes actuellement en campagne pour l'adoption et l'appropriation de la loi 052. Au niveau de chaque lieu de prise de décision, nous venons leur rappeler cette loi pour qu'elle puisse être appliquée. Il s'agit de comment appliquer correctement le quota, c'est-à-dire tenir compte des compétences de la femme avant de lui donner un quelconque poste.

Ce n'est pas qu'on s'impose, ce n'est pas aussi qu'on exige des choses mais c'est une nécessité pour la nation malienne de mettre en exergue la loi 052. Je pense vraiment qu'il y a beaucoup de domaine dans lesquels, les femmes ont leur place, et peuvent même exceller. J'ai subi beaucoup de discrimination de la part des hommes mais aussi des conflits avec certaines femmes qui voyaient mon attitude comme une femme qui se confrontait aux hommes, les êtres suprêmes. J'étais syndicaliste pendant 30 ans et un moment j'ai eu des problèmes avec les hommes, car ils m'assignaient des postes pour combler les effectifs qui ne me permettaient pas d'évoluer positivement dans la structure. On me rappelait chaque fois que j'étais une femme, donc inferieure. Je me suis présentée au poste de secrétaire générale et j'ai gagné. J'étais victime de ces stéréotypes mais juste un moment. Le début était difficile mais lorsqu'ils ont bien cerné toute mon ambition et tout mon intellect, ils n'avaient pas le choix ils m'ont soutenu. Mes alliés stratégiques étaient des hommes et ce sont les hommes qui m'ont élu au syndicat.

Je suis est aussi membre de la Commission Permanente du Conseil économique, social et culturel de l'Union Africaine. En 2007, j'ai reçu le prix Minerva du Mérite remis par l'Association italienne *It Club delle Donne* (le Club des femmes).

En février 2011, j'ai reçu le prix 2011 FAMEDEV GENDER.

En 2016, j'ai été élue codirectrice du Fonds d'indemnisation des victimes de la CPI/Trust-Funds for Victims.

Hawa DICKO
Administratrice Sociale
Chargée de la prise en charge psycho-social des personnes atteintes du VIH
au centre d'écoute, de soins et d'animation des personnes vivants avec le VIH
(CESAC)

**« Dans la société actuelle, il est primordial qu'on éduque les femmes, qu'on les forme et qu'on les sensibilise, pour qu'elles sachent sur quelle base, cette société fonctionne, quels sont leurs devoirs et quels sont leurs droits. »**

Je suis Hawa Dicko, mère de 3 enfants, administratrice sociale de formation, chargée de la prise en charge psycho-sociale des personnes atteintes du VIH au centre d'écoute, de soins et d'animation des personnes vivants avec le VIH (CESAC). Je fais office d'assistante social et c'est d'ailleurs mon premier poste quand je suis arrivée au centre en 2004, ensuite j'ai poursuivi mes études ce qui m'a valu le titre d'administrateur social.

On a deux volets, celui des enfants et celui des adultes, mais je m'occupe du volet des adultes. Avant d'intégrer le CESAC, j'ai fait un séjour à l'ONG Initiative Développement de Cotonou, elle œuvre dans la lutte contre la pauvreté dans les milieux défavorisés. Je travaillais la plupart du temps avec les femmes dans le domaine de l'alphabétisation, la formation, l'appui pour les activités génératrices de revenus, ainsi que leur suivi. Après Initiative Développement, j'ai travaillé également chez les volontaires du progrès, précisément avec la chargée de mission. On s'occupait du pôle enfant et de celui de la prostitution, le but étant de centraliser toutes les femmes qui étaient dans ce milieu, pour une prise en charge de qualité. Après cette prise en charge, elles intégraient un camp appelé SIDA 3, même si elles n'étaient pas infectées pour un suivi adapté et pour avoir une bonne hygiène de vie.

Revenons au CESAC, le volet adulte dont je parlais, commence à partir de 18 ans. D'après nos statistiques, les femmes sont les plus touchées par le VIH dans notre société. Cela s'explique aisément par le fait qu'un homme peut être polygame, s'il est infecté, c'est clair que toutes ses femmes le seront. Le suivi psycho-social dont elles bénéficient consiste entre autres à leur faire accepter la maladie, le suivi pendant le traitement et de aussi leur apporter une aide pour qu'elles puissent s'épanouir dans la société et avoir une certaine autonomie. Mêmes les hommes bénéficient de notre appui, mais la demande se fait ressentir plus du côté des femmes.

Avec ces acquis au fil des années, j'ai créé l'association des femmes BENKADI de Banankabougou. Après le constat que beaucoup de femmes ignorent que les infections pouvaient être traitées, c'est de là que m'est venue l'idée de créer cette association. BENKADI, sensibilise les femmes par rapport à la santé, à l'hygiène, la vaccination des enfants et bien évidemment par rapport au VIH. Nous mettons plus d'accent sur la santé, c'est dans cette optique que GIPS a financé un de nos projets pour la sensibilisation et le dépistage des aide-ménagères qu'on a déployé dans trois communes du district.

Nous avions commencé par prendre contact avec les aide-ménagères de ces quartiers ainsi que les foyers qui les accueillaient avant qu'elles ne commencent à travailler. Ils constituaient nos points stratégiques. Petit à petit, elles venaient me voir pour les problèmes d'infection et je les mettais en contact avec le centre pour une prise en charge. Vue l'allure et l'intérêt qu'elles y portaient, nous avons jugé nécessaire de prendre un leader pour chaque groupe, parce que c'est évident que le message passait plus rapidement ainsi. Ainsi nous avions commencé à mener nos campagnes de sensibilisation dans un premier temps et après nous leur proposons ensuite le dépistage pour finir. Certaines ne participaient pas au dépistage en groupe et préféraient venir me voir seule ou en petit comité. Pour celles qui sont déclarées « positif », elles sont immédiatement prises en charge par le centre. Pour celles qui sont en état de grossesse, nous faisons le nécessaire pour que l'enfant naisse en bonne santé, parce qu'une femme séropositive peut mettre au monde un enfant qui n'est pas porteur du virus. L'enfant est suivi jusqu'à ses deux ans.

Pour moi les femmes jusque-là ignorent leurs droits et leurs devoirs, pas la totalité mais la majorité. J'ose dire que nous sommes des spectatrices du quotidien. Combien de femmes savent qu'elles peuvent avoir une assistance juridique, qu'elles ont accès à un service social, pour ne citer que ceux-là. Le problème se situe à un autre niveau, elles ne savent même pas ce que c'est qu'une assistance sociale. On explique ce phénomène par le fait que les services sociaux eux-mêmes, ne font pas la promotion de leurs structures. C'est leur rôle de se faire connaître, de montrer aux citoyens leurs droits et devoirs. Par exemple pour les cartes CANAM (Caisse Nationale d'Assurance Maladie), les indigents peuvent avoir accès à ces cartes par le biais des services sociaux, mais combien de personnes le savent ?

Le Mali a des milliers de travailleurs sociaux, mais notre apport est quasiment nul. Ils se contentent seulement de distribuer des vivres, mais le service social ce n'est pas que ça, il faut bien le dire.

Dans la société actuelle, il est primordial qu'on éduque les femmes, qu'on les forme et qu'on les sensibilise, pour qu'elles sachent comment notre société fonctionne, quels sont leurs devoirs et quels sont leurs droits. Une femme, ce n'est pas juste les travaux domestiques ; heureusement mon mari l'a compris, et je remercie le ciel car c'est aujourd'hui l'une de mes plus grandes forces pour continuer cette aventure, ce combat, cet engagement pour que la génération de femmes qui viendra après moi n'ait plus à se battre pour ce qui leur est dû normalement. Je me dis que si tous les hommes pouvaient être dans le même état d'esprit, ce combat ne sera pas aussi rude.

Il m'arrive souvent de me demander comment sera le futur des services

sociaux. Mon souhait le plus cher, c'est que les services sociaux aident, écoutent, conseillent les citoyens en général et les femmes en particulier, qu'ils se battent pour leurs droits et leur rappellent leurs devoirs. Les femmes doivent avoir des idéaux, elles doivent se fixer des objectifs et se battre pour les atteindre, être une femme c'est un avantage.

En tant que chargée de la prise en charge psycho-sociale, je peux vous dire que tout repose sur le mental.

**Oumou SANGARE**
Artiste/chanteuse

**« La femme malienne a beaucoup évolué, elle a beaucoup progressé et toutes ses luttes sont en train de porter leurs fruits. On s'en rend compte lorsqu'on regarde 20 ans en arrière mais ce n'est pas fini, il ne faut pas qu'on baisse les bras. »**

Je suis Oumou Sangaré, chanteuse du Wassoulou. Je mets l'accent sur le Wassoulou car c'est ma plus grande fierté. C'est de là d'où je viens, région située au sud du Mali, à 120 km de Bamako qui a fait de Oumou, la diva comme on aime me le dire. Là d'où je viens l'art est maitre et où nous nous inspirons des chants des chasseurs allant à la chasse.

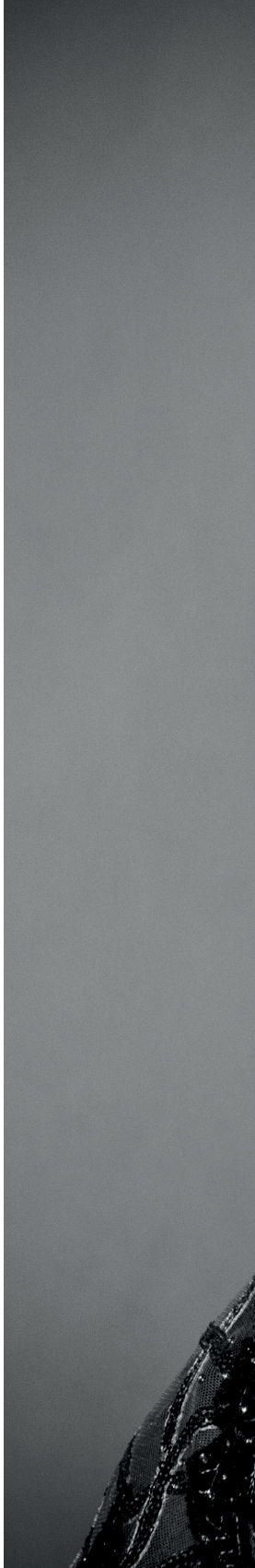
Dès l'âge de cinq, je chantais et j'ai toujours été soutenue par ma mère qui m'aidait à cadrer ma voix. Elle avait compris ma passion et m'a aidé à la développer. La particularité de là où je viens, c'est que le chant n'était pas juste pour les griots comme c'est le cas dans plusieurs localités du Mali. Cette liberté de pouvoir chanter dans les baptêmes, les mariages et la rue m'a permis de m'émanciper. Depuis vers les années 1990 j'ai arrêté de chanter dans les rues, ce n'était pas très facile pour moi, mais d'un autre coté je m'étais dit que c'était le prix de ma détermination.

Revenons au Wassoulou, eh oui, j'adore ma région.

Le Wassoulou regorge tellement de culture et d'art que je me dis que la jeune génération ne doit en aucun cas laisser, elle doit la mettre en valeur. J'ai alors mis en place un campement au Wassoulou pour permettre aux touristes de visiter et de pouvoir rester pour quelques temps pour découvrir les traditions de chez nous. Et bien avant la création du campement qui ne date que de quelques mois, j'ai lancé l'institut Oumou Sangaré, pour apprendre à nos jeunes la musique et spécialement l'utilisation de nos instruments et chants traditionnels. Moi je ne sais pas ni lire ni écrire la musique, je chante naturellement grâce à ma passion pour cet art mais il est important d'apprendre aux jeunes qui désirent faire carrière à lire et écrire la musique. D'où la création de l'institut.

Je m'engage aussi auprès de plusieurs associations féminines pour la défense des droits de la femme dans une société qui ne veut pas voir la femme devant. J'ai grandi avec une mère qui a été délaissée par son mari et elle était ma force, celle pour qui je me battais au quotidien, j'étais vendeuse d'eau pour pouvoir subvenir à nos besoins. La femme malienne a beaucoup évolué, elle a beaucoup progressé et toutes ses luttes sont en train de porter leurs fruits. On s'en rend compte, lorsqu'on regarde 20 ans en arrière, mais ce n'est pas fini, il ne faut pas qu'on baisse les bras.

Nous sommes dans un monde de mâles certes, mais nous ne sommes pas disposés à laisser tomber. Nous pouvons avoir cette liberté tant recherchée et méritée mais sans la guerre. Nous sommes femmes, nous incarnons la douceur, nous sommes intelligentes, brillantes et magiques, tous ces qualificatifs sont des atouts qui nous permettent d'avoir nos droits sans déclarer une quelconque guerre à la gente masculine.



Ramata DIAOURE
Psychopathologue de formation
Journaliste très impliquée dans la promotion du genre

**« On ne l'entend pas beaucoup mais les femmes maliennes sont des battantes. Dans chaque combat que le Mali a mené, les femmes ont été présentes mais malheureusement comme dans certains pays, à chaque fois que ça se calme, on les renvoie dans leurs rôles traditionnels sans reconnaitre leur bravoure. Ces batailles doivent pourtant être relatées, ces dames ne sont pas éternelles, il est impératif que l'on en ait des traces. »**

Je suis journaliste depuis 25 ans, très impliquée dans ce qu'on appelle la promotion du genre. Je suis féministe depuis longtemps et revendique le terme encore aujourd'hui. Ce n'est pas la promotion des femmes de manière verbale, mais la promotion des femmes par elles-mêmes et pour elles-mêmes. Nous n'avons pas besoin que l'on fasse les choses pour nous, nous en sommes capables et nous le démontrons.

J'ai eu la chance d'avoir des parents qui savaient que les filles avaient aussi leur place à l'école et que les femmes peuvent réussir autant que les hommes. Pour ma part, j'ai eu les mêmes chances que mes frères, je n'ai pas été mise au second plan parce que j'étais une femme ce qui d'ailleurs, m'a valu le titre de garçon manqué. On m'a toujours appris à avoir confiance en moi, à ne pas avoir peur, cela peut paraître cliché mais ce sont des prérequis dont on ne peut se passer, que ce soit dans le cursus scolaire, le parcours professionnel, que dans la vie de tous les jours.

En parlant de parcours scolaire, J'ai commencé par des études en psychopathologie clinique en France, où je suis née. Après cette formation, je suis revenue au Mali pour faire des recherches dans la médecine traditionnelle avec la coopération sanitaire italienne sur recommandation du service de psychiatrie de l'hôpital du POINT G, pendant près de neuf années et je faisais partie de l'équipe qui a installé le centre de recherche. On couvrait toute la cinquième région, mais nous étions surtout basés à Doila.

Lorsque le combat pour la démocratie commença, je faisais partie de l'une des premières associations qui prônait la promotion de la vie démocratique, des élections libres, du multipartisme. Ce combat nous a impliqués dans diverses activités notamment celui de la presse, pour cause j'étais membre du comité de gestion de la première radio privée qui portait à l'époque le nom de Radio libre du Mali (BAMAKAN). J'ai même déniché son tout premier émetteur à l'aéroport de Bamako avec l'aide des Italiens. Plus tard, je fus appelée pour travailler au journal l'Indépendant lors de son lancement. J'écrivais par rapport au développement et à tout ce qui s'y approche, sur la santé, sur l'environnement et sur la promotion de la femme.

Mes parents m'avaient armé de force et de motivation donc je pouvais aider d'autres femmes à mener le combat. Ce qui fait qu'en plus de mon engagement par rapport à la démocratie, mon engagement pour les associations

qui prônent la promotion de la femme ou qui aident les femmes à prendre leur place dans le développement du Mali, ne faisait pas défaut. Parmi ces associations il y a la PROFEM, la CAFO, l'Association professionnelle des femmes de Media...

En 2017, avec des amis nous avons créé et lancé un réseau de femmes journalistes africaines dénommé : Les Panafricaines. Je suis membre de son comité permanent qui compte 67 personnes. On a été présenté au parlement panafricain en Afrique du sud grâce à l'honorable Mme Haïdara Aïssata Cissé, qui est la seule femme membre du bureau.

Ce combat que nous menons n'est pas uniquement pour les femmes qui ont fait des études et qui ont des postes de responsabilité. J'ai eu l'occasion de sillonner le Mali et notre but ne sera atteint que si la majorité des femmes bénéficient de leur plein droit, et cette majorité ce sont les femmes rurales. Il fut un temps où il y avait sept femmes maires de commune et six de ces femmes étaient maires de communes dites rurales. Les principales associations de femmes productrices sont dans les régions, malgré les problèmes auxquels elles font face, ce sont elles qui font avancer les choses. Dans les zones rurales la majorité des travaux sont réalisés par les femmes, même si elles n'y gagnent pas grand-chose, parce que l'on prend cela pour acquis et que leurs efforts ne sont point reconnus à leur juste valeur.

On ne l'entend pas beaucoup mais les femmes maliennes sont des battantes. Dans chaque combat que le Mali a mené, les femmes ont été présentes mais malheureusement comme dans certains pays, à chaque fois que ça se calme, on les renvoie dans leurs rôles traditionnels sans reconnaitre leur bravoure. Je trouve que ces batailles doivent être relatées, ces dames ne sont pas éternelles, donc il est impératif que l'on en ait des traces.

Nous sommes féministes et nous nous battons pour que nous, femmes puissions jouir de tous nos droit, mais être féministe ne veut dire en aucun cas se battre contre les hommes. C'est juste rétablir un équilibre entre les genres, que tout le monde soit remis dans ses droits. Je ne peux comprendre qu'on interdise un travail ou une activité à une personne parce qu'elle est une femme. Il y a beaucoup de préjugés mais pas assez d'analyse.

Je me rappelle de Mme Eveline Decorps qui était l'ambassadrice de la France au Mali, lorsqu'elle se présenta comme ambassadrice, qui rappelons le désignait comme la femme de l'ambassadeur, il y eut confusion et elle se prononça en ces termes: « Si vous m'appelez ambassadeur, vous appellerez mon mari M. l'ambassadrice ? » pour certains, c'est amusant, par contre pour moi c'était comme une victoire. On ne doit cesser de se battre pour cette noble cause, sans être occidentalisé comme on le dit. Née et grandi en France, j'ai l'opportunité de travailler et d'habiter là-bas ou ailleurs mais c'est ici chez moi et c'est ici que je dois faire mon combat.

Je suis Ramata Diaouré, originaire de Goundam et féministe dans l'âme.

**Fatouma HARBER**
Professeur de psychopédagogie, de français, de législation scolaire et de morale professionnelle à l'institut de formation des maitres EGIR de Tombouctou. Coordinatrice de la plateforme Benbere à Tombouctou

Fondatrice et directrice exécutive de Sancorélab's,

**« Souvent on me traite d'extrémiste, parce que je ne mâche pas mes mots quand il s'agit de revendiquer les droits des femmes, si c'est le prix à payer pour avoir gain de cause, je suis prête à rajouter un pourboire. »**

Je suis Fatouma Harber, diplômée en psychologie de la FLASH, professeur de psychopédagogie ; de français, de législation scolaire et de morale professionnelle à l'institut de formation des maitres « HEGIRE » de Tombouctou. Actuellement je suis en congés de formation pour approfondir mes connaissances en psychologie et en pédagogie appliquées à la communication.

Je suis coordinatrice de la plateforme « Benbere » à Tombouctou, qui forme les blogueurs qui écrivent en temps réel en lien avec d'actualité, que l'on poste sur la dite plateforme. Fondatrice et directrice exécutive de « Sancorélab's », qui a été créé à Tombouctou en 2016 suite aux conflits

armés, où Tombouctou s'est retrouvé coupé du monde. La population avait du mal à accéder aux informations. Notre équipe, complètement bénévole, s'est donnée comme mission d'apporter l'information à la population. C'est aussi un incubateur pour les jeunes entrepreneurs, nous les accompagnons dans la réalisation de leur projet. Nous disposons d'un centre de formation multimédia, SANCORE-Studio, qui forme les jeunes dans le domaine du numérique, plus précisément sur les montages vidéo, les photos, l'initiation des TIC, et aussi pour devenir Community-manager.

Egalement, je suis la chargée de programme et d'éducation du conseil régional de la société civile de Tombouctou. Par ailleurs, je suis présidente de la CAFO de mon quartier, ce qui me permet de révéler ce à quoi les femmes sont confrontées dans cette localité. Il y a beaucoup de projets et d'activités qui sont menés pour les femmes, mais dont elles ne bénéficient pas. Par exemple, il y a des projets pour l'autonomisation de la femme, mais que font-ils réellement pour que la femme soit autonome ? Ce que je voudrais dire, c'est qu'avant d'engager quoi que ce soit pour une communauté, il faut connaitre ce dont elle manque réellement et agir en conséquence.

Les femmes ont été marginalisées pendant l'occupation de nos régions, certaines ont même abandonnés leurs activités qui étaient génératrices de revenus. Tout le monde est sensé savoir qu'au Nord ce sont les femmes qui font le pain. Après la période d'occupation, on a mené un projet qui a été financé par une ONG américaine FLAG INTERNATIONNAL qui visait la réhabilitation des fours et l'accompagnement de ces femmes pour qu'elles puissent reprendre leurs activités. Grâce à cette organisation, on a réussi à recenser la totalité des associations, coopératives et autres regroupements féminins. Ce recensement, nous a permis de savoir, quelles sont les activités que mènent telles ou telles femmes et surtout ce dont elles ont besoin. Nous avons aussi animé des séances de formation pour renforcer les capacités de ces femmes. Au total, 150 femmes ont déjà été initiées à l'informatique et travaillent actuellement.

La femme malienne est mise de côté, elle est marginalisée, elle n'a pas son mot à dire et même par rapport aux décisions qui la concernent directement. Je suis désolée de le dire mais des choses comme, frapper une femme, la déscolariser, la marier de force, sont devenus anodins. Ce sont ces pratiques qui me donnent la force nécessaire pour continuer mon combat. Il n'est pas question que je reste de marbre face aux atrocités et aux injustices dont mes sœurs sont victimes. Je reconnais qu'on fait des efforts pour que cela cesse, mais il faut avouer que jusqu'à présent, ces pratiques sont d'actualité. Comparés à nos mères, nous sommes moins atteintes, et je voudrais que nos filles ne soient même pas atteintes et pour que cela se concrétise, il reste du chemin à parcourir.

Souvent on me traite d'extrémiste, parce que je ne mâche pas mes mots quand il s'agit de revendiquer les droits des femmes, si c'est le prix à payer pour avoir gain de cause, je suis prête à rajouter un pourboire. J'ai eu des problèmes sur ce sujet avec mon époux, mais il a su que c'était une cause noble et que je n'étais pas disposée à faire une croix sur mon combat, ainsi il est devenu le soutien dont j'avais besoin. La société actuelle veut que la femme se taise, qu'elle accepte son sort sans piper ne serait-ce un mot, les femmes leaders sont très mal perçues. J'ai été menacée à plusieurs reprises pour que je me taise. On me propose des pots de vin, mais cela prouve qu'ils ont une certaine peur et que les choses peuvent changer.

Je ne dis pas que la femme doit se rebeller, et qu'elle se batte pour obtenir ce qui lui revient de droit. Il faut qu'on sache que si l'on veut être au même pied d'égalité que les hommes. Si oui, on doit faire un effort qui équivaut au double de leurs efforts, car c'est la réalité de nos sociétés. Être une femme c'est loin d'être une faiblesse. La féministe, c'est cette femme qui se bat pour la cause de toute les femmes et non pas pour des objectifs personnels.

Rokiatou DIAKITE
Informaticienne, auteure, conférencière et coach conjugale

**« J'ai toujours eu une relation fusionnelle avec ma mère, d'abord parce que je suis atteinte de la poliomyélite depuis à l'âge de deux ans, puis parce que j'ai passé une enfance assez difficile, j'étais très maladive comme enfant. Me voir dans cet état, n'a jamais abattu ma mère mais bien au contraire, cela était l'une de ses principales motivations pour ne pas baisser les bras. Mes parents se sont sacrifiés pour moi, ils se sont battus contre vents et marées pour que je puisse suivre un cursus normal comme tout autre enfant. »**

Je m'appelle Rokiatou Diakité, je suis informaticienne, auteure, conférencière et coach conjugale. J'ai coécris le livre : « Réussir sa vie de couple » avec ma mère avec qui j'entreprends beaucoup d'autres choses depuis plusieurs années maintenant.

En tant que femme en situation d'handicap mais qui contrairement à plusieurs autres, a eu la chance d'avoir une éducation complète, je me suis donnée comme mission d'apporter mon appui aux femmes comme moi.

Cependant, j'ai eu une enfance assez difficile surtout à l'école où l'administration n'était pas habituée à voir un handicapé en classe. Ma présence distrayait tout le monde, car ce n'était pas ordinaire de voir un enfant comme ça continuer les études. Mes parents, que je ne saurais jamais remercier assez, construisaient dans les écoles dans lesquelles je suis passée des rampes afin que je puisse accéder sans difficultés aux salles de classe. Ils avaient embauché une fille qui m'assistait dans la vie de tous les jours notamment à l'école pour monter en classe, pour aller à la toilette, pour pouvoir sortir jouer avec les autres enfants. En un mot pour que je puisse avoir une enfance normale.

Je suis la présidente d'ARCAPH (Association pour le Renforcement des Capacités des Personnes Handicapées) ; Présidente AMASH (Association Malienne des Artisans en Situation de Handicap) ; Secrétaire Générale de la Fédération Locale des Associations de Personnes Handicapées en Commune I (FELAPH-C1) ; Secrétaire Générale de l'Association des Handicapées Femmes Handicapées (A.H.F.E.M) ; Formatrice de Formateurs CRDPH (Convention Relative aux Droits des Personnes Handicapées) ; Experte sur les questions Genre, handicap et Inclusion ; Rédactrice du Portail Proadiph (Portail des Droits des Personnes Handicapées en Afrique de l'Ouest).

Au sein de toutes ces associations je me bats au quotidien pour faire des plaidoyers et réclamer les droits des personnes en situation d'handicap en même temps, nous leur dispensons des formations sur certaines activités génératrices de revenus.

Parallèlement à ma vie associative, je travaille avec ma mère en tant que coach conjugale. Cela me permet de m'affirmer non seulement en tant que femme handicapée mais en tant que femme tout court. Avec le temps, j'arrive à faire oublier mon handicap aux gens qui viennent me consulter.

J'anime des conférences non seulement sur les questions liées aux personnes en situation d'handicap mais sur la femme, sur la vie de couple. Ce qui est amusant avec ce travail c'est que je le fais avec ma mère et que nous sommes deux générations différentes et nous apprenons mutuellement l'une de l'autre. Je peux fièrement affirmer qu'aujourd'hui, je ne me sens pas du tout diminuée bien au contraire.

**Fatoumata KOUYATÉ Dite Tata Bambo**
Artiste Chanteuse

**« J'ai parcouru le monde main dans la main avec mon mari à la conquête de nos rêves. Notre particularité c'est que nous avons la même passion : la musique. »**

Je m'appelle Fatoumata Kouyaté mais depuis 1962, je suis Tata Bambo grâce à une chanson que j'ai chantée lors d'une compétition inter-quartier.

Fille de Djéliba Kouyaté, célèbre joueur de l'instrument traditionnel, le « N'Goni », j'ai commencé à chanter lors des différents évènements de quartier (mariages, baptêmes) avant d'être chaperonnée par Falaba Issa Traoré qui m'a appris les diverses techniques vocales mandingues.

Aux lendemains de l'indépendance du Mali alors que je devais avoir 12 ou 13 ans, j'ai composé « Bambo » une dénonciation des mariages forcés. Cette chanson met en évidence mon désaccord pour les mariages arrangés et forcés. En 1963, j'ai interprété cette chanson pour la première fois en la présence du l'ancien président Modibo Keïta lors d'un sommet des chefs d'Etat africains organisé par celui-ci à Bamako.

J'ai clamé haut et fort qu'on ne doit célébrer que le mariage de deux personnes qui s'aiment et qui désirent vivre ensemble. La chanson a fait son succès et est aujourd'hui l'une des musiques mandingue les plus populaires. Ce titre m'a valu le nom de « Tata Bambo », Tata qui est mon surnom et Bambo, le titre de la chanson.

Le président Modibo Keïta m'a fait intégrer l'ensemble instrumental du Mali. J'ai effectué plusieurs voyages notamment lors du festival d'Alger grâce toujours grâce à lui, qui d'ailleurs a voulu m'ouvrir une école de chant afin que puisse apprendre le chant aux jeunes mais le projet n'a pas abouti car juste avant sa réalisation, il a quitté le pouvoir.

Je suis mariée à l'artiste musicien Modibo Kouyaté et mère de 10 enfants. J'ai continué mon petit bonhomme de chemin en tant qu'artiste, en tant que mère au foyer et en tant que femme et aujourd'hui Dieu merci, je suis grand-mère de plusieurs petits enfants et avec la production d'environ une dizaine d'albums. Souvent la pression monte mais avoir le soutien de mon mari dans toutes ces étapes de ma vie a sans doute été ma plus grande force.

J'ai été décorée Chevalier de l'ordre national par le président Moussa Traoré, officier de l'ordre national par le président Alpha Oumar Konaré ; Commandeur de l'ordre national par le président Amadou Toumani Touré ; grand officier de l'ordre national par le président Ibrahim Boubacar Keïta. Je prends de l'âge, mon corps change certes mais la seule chose qui ne change pas c'est ma passion pour la musique et le soutien infaillible de mon cher époux.

**Antoine AKPLOGAN**
Militant du mouvement social, Activiste du droit de l'homme
Directeur Exécutif de GRADEM

**« La jeune fille au Mali n'est pas éduquée dans un esprit de promotion de ses droits, mais plus dans la soumission même quand elle a raison. Ce qui fait qu'en général, elle trouve normal, certains actes qui à première vue sont injustes. Il est temps que la femme saisisse ce qui lui revient de droit, elle doit s'affirmer. »**

Je suis Antoine, militant du mouvement social, activiste du droit de l'homme, diplômé de l'université de Genève et certifié en droit de l'homme.

J'ai commencé à m'engager depuis l'école primaire en tant que pionnier dans le mouvement d'action qu'on appelle AMIS DE KISITO, on nous formait à agir pour les autres (enfants, jeunes, adultes). J'ai commencé à servir toutes les couches, c'était un engagement pour la communauté. Ensuite j'ai rejoint le mouvement malien des travailleurs croyants, un mouvement d'action catholique et c'est là que j'ai mené ma première action pour la cause des femmes et des filles : « action promotion d'aide-ménagère » qui aidait les aide-ménagères à avoir au moins une demie journée de repos. Nous les assistons et les sensibilisons.

Cette expérience (6 ans) avec les aide-ménagères, m'a valu le poste de chef de centre au bureau international catholique de l'enfance.

Nous avons toujours travaillé pour la promotion du statut de la femme et de la fille, en général celles qui ont moins de 18 ans. Groupe de recherche action droit de l'enfant malien (GRADEM) est une ONG que nous avons créée en 2009 et nous étions au nombre de 6 personnes. Depuis 2009, j'occupe le poste de directeur exécutif au sein de l'ONG. On a mis en place un centre de protection pour jeunes filles en détresse (rupture avec la famille, abus de travail ou d'autres problèmes). En 2019, nous avons accueilli 50 jeunes filles de moins de 15 ans qui exercent le métier d'aide-ménagères. Normalement à cet âge, elles sont censées aller à l'école. Notre travail est de recueillir ces jeunes filles, en collaboration avec la brigade des mœurs, représentants du ministère de la promotion de la femme et de l'enfant au niveau communal, les associations de jeunes et de femmes de la place ainsi que d'autres ONG qui nous signalent. Dans la plupart des cas, ces jeunes filles sont envoyées par leurs parents pour assurer une certaine stabilité financière, mais ce n'est pas à l'enfant que revient les charges de la famille, ce rôle incombe aux parents. Peu importe la raison, on ne doit faire travailler un mineur et de surcroit une fille pour prendre en charge toute une famille, et je trouve cela dégradant. En tant qu'adulte, nous devons prendre la responsabilité tout ce qu'il faut pour subvenir aux besoins de nos familles.

Lorsque nous sommes informés par nos collaborateurs de ces cas, nous prenons contact avec la famille, mais avant ça, la fille est prise en charge par un psychologue, un auxiliaire de santé. Il y a toute une équipe avec la jeune fille, nous faisons le nécessaire pour qu'elle sente cet atmosphère familial, qu'elle

se sente aimée et soutenue. Nous remettons l'enfant aux parents, et cette reprise de l'enfant se passe à la brigade des mœurs devant le commandant en charge de la protection de l'enfance. On sensibilise les parents conformément à nos textes juridiques en vigueur, pour qu'il sache quels sont leurs devoirs vis-à-vis de leurs enfants. Si l'enfant avait été à l'école, on aide les parents à ce qu'elle réintègre les classes. Pour celles qui n'ont pas été à l'école, nous les initions à la cuisine au centre, pour qu'elle puisse au moins se débrouiller avec les petites fritures traditionnelles des après-midis et se faires des revenus.

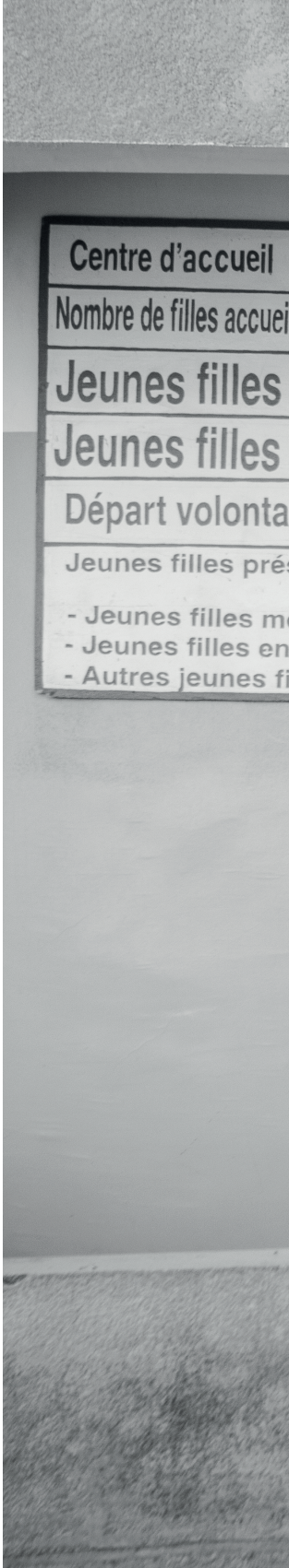
Dans nos interventions, nous faisons appel souvent à nos partenaires pour un coup de main, comme le WILDAF, qu'on sollicite généralement pour les avocats. On ne récolte pas que des victoires, on a aussi notre lot d'échecs. On ne perd pas juste un procès, la fille se retrouve marquer à vie sur le plan psychologique.

Je m'engage pour les filles plus que qui conque aujourd'hui parce qu'elles sont justes les plus vulnérables et les plus touchées, donc elles ont besoin d'une certaine protection et d'un minimum de suivi. Ceci ne les rend pas faible, bien au contraire mais c'est l'atmosphère que lui donnée la société qui est inconfortable. Je suis issu d'une famille de neuf enfants dont je suis l'aîné. Nous avons perdu notre père quand j'avais de 15 ans, donc ce que nous sommes actuellement nous le devons à notre mère, à l'éducation qu'elle nous a donné, donc je ferai tout ce que je peux pour venir en aide à ces futures mères pour qu'elles puissent donner à leur tour, une éducation de qualité à leurs enfants.

On a mis en place un programme dans des villages, 43 dans la région de Koulikoro, 33 dans la région de Ségou, soit 76 en tout, pour que le problème soit traité à la source. Grâce à ce programme, on s'est rendu compte que ce n'était pas toujours lié à la situation financière, mais chez certaines personnes, l'exode rural est purement culturel. « Tant que tu n'as pas été à Bamako, tu n'as pas vécu.» Certaines viennent sans l'accord des parents, juste pour le luxe de dire que j'ai été dans la capitale.

C'est pourquoi, nos camps dans les villages ne jouent pas le même rôle que celui lui du centre, eux ils visent à dynamiser les villages, les sensibiliser. Dans chaque village, il y a une coopérative de femmes. Ces coopératives fonctionnent sur la base de l'entraide, on leur montre comment elles peuvent réunir leur force et leur fond pour mettre en place des activités génératrices de revenus. Dans tous les villages où il y a une des coopératives, le chef de village fait appel à ces femmes pour toute prise de décision impactant la société. Les règles sont les suivantes :

- Aucune femme ne fait partie de la coopérative, sans que son enfant ne soit scolarisé ;
- Il faut une femme cheffe de la coopérative ;
- Une femme trésorière ;
- Il ne peut y avoir plus de deux hommes dans le comité restreint.



bamunan "Espoir et Vie"
llies depuis le: 01/01/2013 au 22/11/2015
Total:
accueillies: 78
réinsérées: 70
ire du centre: 00
sentes au centre: 08
ères 02
ceintes 04
illes 05

**Fatoumata COULIBALY dite FC**
Journaliste, Réalisatrice à l`Office de la Radiodiffusion Télévision Nationale du Mali ORTM
Présidente Fondatrice de l'Association BEZEKO Bien Etre

**« Quand tu combats quelque chose, tu te sacrifies, tu sacrifies ton temps, celui que tu dois passer avec ta famille et tes amis, et tu ne peux plus t'arrêter tant que tu n'as pas gain de cause. »**

Je suis Fatoumata Coulibaly dite FC.

Je suis Journaliste, Réalisatrice à l`Office de la Radiodiffusion Télévision Nationale du Mali ORTM ; Présidente Fondatrice de l'Association BEZEKO Bien Etre, qui lutte contre la violence faite sur les femmes, l'excision, la pauvreté, les enfants en situation difficile, Membre du SIIDIIEF Canada, Résidente des réalisatrices africaines francophone ; Présidente de DON NATAW « Association qui initie les jeunes dans les métiers».

Je fais du cinéma, de l'audiovisuelle, et de la culture au Mali et ailleurs. Je suis auteure du livre : Parole de femmes, paru à la sahélienne en 2016.

J'exercerai à l'ORTM et en dehors. J'étais secrétaire. Je m'occupais des programmes de la radio en tant que secrétaire jusqu'à ce qu'un test de recrutement fut organisé au sein de l'ORTM où je me suis présentée et j'ai passé avec brio. Depuis lors, ils ne m'ont plus lâché et moi j'ai trouvé ma voie. Mais bien avant ça j'ai toujours eu le goût de l'art. J'aspirais même à être chanteuse. J'étais allée faire une formation en Belgrade, de là aussi on nous a fait faire avec un test de théâtre radiophonique et j'ai excellé, mais malheureusement à cette époque, on ne faisait pas cela à l'ORTM.

Djibril Kouyaté, un beau jour m'as fait appel alors que je n'avais jamais ni étudié ni participé auparavant à un film. Il me disait : « FC tu as du talent, tu as tout ce que je recherche, je veux que tu joues dans mon film».

J'ai dit waouh, et puis comme je l'ai dit, j'ai toujours eu cette âme d'artiste, alors j'ai accepté la proposition de Djibril Kouyaté qui n'est plus, paix à son âme. Nous sommes allés tourner à Kayes, le film 'FALATO' et c'était mon premier rôle en tant que comédienne. Le film a été bien aimé et apprécié mais mon rôle qui consistait à jouer la méchante femme ne fut pas très apprécié par la population, car j'animais à l'époque une émission de sensibilisation à la télé et à la radio. Ils ne comprenaient pas que la même personne dont ils aimaient écouter les conseils est méchante dans un film. Ceci m'a affecté en tant que jeune comédienne et j'ai même organisé un débat à la télé pour dire aux gens qu'en fait, ce n'était pas mon vrai moi, j'avais un rôle, fallait bien le jouer. Je leur disais qu'également c'était de la sensibilisation, de la même manière que je faisais avec l'émission, juste que ce rôle était une manière indirecte de le faire.

J'ai été excisée et nous étions plus d'une vingtaine de fille au village, nous avions perdu une camarade quelques jours après notre excision ceci m'as

fait peur étant donné qu'à la veille même l'excision mon père m'appelait pour demandait d'être courageuse et dit ceci : « je ne suis pas d'accord avec ces pratiques mais je ne peux rien dire, sinon ils diront que ce sont des idéologies qui m'ont été donné par les blancs. » En fait c'était un ancien combattant et il a beaucoup vécu en Europe.

Lorsque j'ai commencé à animer à l'ORTM, j'avais une émission radio rurale et urbaine, j'ai beaucoup voyagé dans les différentes localités du Mali où je menais mes différentes enquêtes sur l'excision, savoir pourquoi les filles en mourraient souvent. J'allais dans les mosquées, auprès des villageois et citadins et aussi dans les églises. Auprès des imams et des prêtres, je voulais juste me rassurer que cette pratique n'était pas une obligation religieuse et j'ai eu ces preuves. Un jour alors que j'animais une émission à la télé, j'ai décidé ce jour-là de parler des méfaits de l'excision et je m'étais bien préparé pour ça. On nous interdisait catégoriquement de parler de ça à cette époque et à la télé et à la radio. C'était diffusé juste une fois. Moi, je l'avais fait, mais après je n'ai plus revu l'élément, il a été supprimé et détruit, c'était vers les années 1990.

Je me souviens que quelques mois après cette émission qui n'a pas du tout été appréciée par les supérieurs, la grande sœur Fatoumata Siré Diakité m'a contacté pour m'adresser des très chaleureux compliments. Je me disais : je te vois battante, n'abandonne pas surtout, on aura gain de cause un jour.

Elle me demandait de l'accompagner pour couvrir ses évènements dans les zones rurales, ils portaient sur tout ce qui touche aux conséquences de l'excision, le mariage d'enfants, la santé de la mère et de l'enfant. Je faisais la couverture mais lors de la diffusion je suis contrainte d'enlever la partie excision. C'est ainsi qu'une autre grande sœur évoluant dans le même monde que Fatoumata Siré, m'a fait appel et elle aussi je couvrais ses évènements.

Nous continuons ainsi jusqu'arriva un moment où certains villages après les sensibilisations et les images choquantes qu'on leur montrait ont déposé le couteau de l'excision comme on le dit dans le jargon, c'est-à-dire ils ont aussi dit NON A L'EXCISION. Il fallait montrer ces scènes et suite à ça une décision gouvernementale fut prise par rapport à l'excision, celle-ci interdisait la pratique de l'excision dans les centre de santé et par les médecins.

Quand Sembène Ousmane m'a appelé pour jouer son film Moolaadé, j'étais à Yaoundé pour monter un film documentaire et je ne pouvais pas stopper mais le tournage du film de Sembène a pris du retard et je suis revenu de Yaoundé. Un beau jour, il a rappelé mon mari, paix à son âme, je l'ai perdu le lendemain du coup d'état de 2012. Il était le chef des caméramans à l'ORTM. Mon mari m'appelais : « FC, tu es où ? Viens à la maison j'ai une surprise pour toi. »

Les femmes aiment les surprises surtout venant de leurs chéris, je suis toute de suite rentrée chez moi, il me dit : « Tu vas jouer dans le film de Sembène Ousmane et tu es retenu pour le rôle principale, il vient de m'appeler pour m'en parler. »

J'ai dit waouh, waouh waouh, j'avais les deux mains en l'air, je remerciais le bon Dieu…Imaginez pour un comédien, jouer dans le film de Sembène Ousmane, le premier cinéaste africain, hum c'était de la joie. Ce qui m'animait le plus c'est qu'il portait sur les pratiques de l'excision et ses conséquences néfastes, mon rôle consistait à lutter contre l'excision. Apres le tournage, nous sommes allés le visualiser à la Cannes, nous étions avec le président Abdoulaye Wade et sa famille. Lorsque les gens regardaient, ils pleuraient, moi-même j'en pleurais comme si ce n'était pas moi, le message passait aussi à travers moi, je ressentais encore ma douleur… Apres le film, il eut un temps mort, où tout le monde est resté figé avant de se lever et acclamer pendant plus de trois minutes. Sembène m'a félicité et de même que la famille présidentielle.

C'est ce jour où j'ai compris que mon combat a porté ses fruits. Quand tu te bats pour quelque chose, tu te sacrifies, tu sacrifies ton temps, celui que tu dois passer avec ta famille et tes amis, et tu ne peux plus t'arrêter tant que tu n'as pas gain de cause. Je mené ce combat la tête haute sans peur car c'est l'héritage que m'ont laissé mes ainées Sira Diop, de Kadidiatou Aoudou et Fatoumata Siré Diakité. Ce sont des femmes que j'admire et qui me donnent la force de ne jamais laisser tomber même quand c'est compliqué.

J'ai joué et réalisé plusieurs films de mes débuts à maintenant avec plusieurs prix et distinctions.

Hadja Aïssata DIALLO
Sage-femme, membre/fondatrice de la CAFO et plusieurs autres associations féminines.
Fondatrice et Présidente de la CADEF

**« Je suis allée sur la montagne à la vallée de Jourdan, la montagne où dans le coran, il est dit que Dieu a parlé à Moise. Quand je voulais monter, ils me disent : non madame, une femme ne monte pas sur cette montagne, c'est interdit, elle mourra…Ce sont leurs cris qui m'encouragèrent à monter. Je leur répondis, c'est vous qui discriminez la femme, pas Dieu. Je suis montée en 1999 et là en 2019 je suis toujours en vie. »**

Je suis Hadja Aissata Diallo, présidente fondatrice de la CADEF.

Je suis membre fondatrice de la CAFO, membre fondatrice de l'association pour le progrès de la femme « rencontres africaines » Bamako France pour l'excellence, membre fondatrice de l'association des jeunes filles musulmanes pour le progrès ; membre fondatrice de l'école de santé pour promouvoir les droits à la santé et la libération de la femme, 50% des bourses de l'enseignement secondaires aux filles qui excellent au niveau de cette école. J'étais membre du comité Ad Hoc de l'UNIFEM qui était chargé de 1990 à 1991 de préparer le séminaire national pour la création d'un mécanisme national gouvernemental pour l'intégration de la femme au processus de développement durable…Je suis membre fondatrice de plusieurs autres associations qui attraient aux droits de la femme…

En mars 1983 avec mes collègues et amies Dr Fanta Keïta ; Fanta Sambou Diakité ; Sokona Diakité ; Ina Sissoko ; Niagalen Traoré, nous avions planifié la formation des femmes rurales en droits humains de la femme et en santé familiale. Du 10 au 12 janvier 1985, le ministère de la santé publique et des affaires sociales a lancé la promotion de des soins de santé primaire et du 21 au 25 janvier toujours en 1985, le Mali et FNUAP en collaboration, nous avons organisé un séminaire régional sur les mutilations sexuelles, l'infanticide et l'avortement.

Le 08 mars 1990, j'ai créé la CADEF (Comité d'actions pour les droits de l'enfant et de la femme) et courant mars 1990 j'ai organisé deux séminaires : le premier séminaire national pour lancer les activités de la CADEF ; séminaire sur les droits de la femme et du travail, ce séminaire a été Co organisé avec la CADEF.

A l'annonce du congrès de Mexico, Inna SISSOKO qui était Secrétaire d'Etat fut désignée par la présidence de la république pour l'organisation de la délégation malienne qui irait au congrès. Très agitée je me rappelle, Inna Sissoko, mon amie est venue me voir pour échanger. C'était une époque où les associations féminines n'étaient pas vraiment soudées. Alors nous avions décidé de réconcilier les cœurs et les esprits avant le départ.

Un 31 juillet au grand hôtel de Bamako, Nous avions contacté les anciens leaders du RDA, responsable militaire, et nous avons organisé une soirée

récréative. Toutes les couches féminines étaient présentes. Nous avons dansé, chanté et…nous avions vu à quel point l'union est importante. Et, c'est avec des cœurs réconciliés que nous nous sommes rendus au congrès et c'est après cela qu'on a créé l'Union National des femmes du Mali.

10 ans après Mexico, il y a eu la conférence de Nairobi 1985, nous avons élaboré les stratégies mondiales pour la promotion de la femme.

En 1999, j'étais consultante conférencière sur les droits de la femme musulmane et sur l'instauration de la paix mondiale à Amman en Jordanie sur invitation du roi. Je suis allée sur la montagne à la vallée de Jourdan, la montagne où dans le coran, il est dit que Dieu a parlé à Moise. Quand je voulais monter, ils ont criéé : non madame, une femme ne monte pas sur cette montagne, c'est interdit, elle mourra…Ce sont leurs cris qui m'encouragèrent à monter. Je leur répondis, c'est vous qui discriminez la femme, pas Dieu. Je suis montée en 1999 et là en 2019 je suis toujours en vie.

En 2002 le président Amadou Toumani Touré m'a envoyé aux USA à la tête d'une délégation avec un officier de l'armée pour animer une conférence sur le rôle des femmes maliennes pour la paix.

Avec tout ça j'entends encore que les femmes ne devraient avoir telles ou telles droit….C'est de la pure injustice tout ça.

Retournons un peu plus en arrière au régime de Modibo Keïta…

Quand je vois certains se taper la poitrine pour dire qu'on a soutenu Nelson Mandela, ça me fait marrer. Ce sont les femmes qui allaient à l'aéroport, pour monter la garde. Les armes venaient des pays socialistes pour Mandela, ils transitaient au Mali. C'était le temps de Modibo et il n'avait confiance qu'aux femmes, plus en elles qu'en l'armée. Tellement les femmes ont cru en Modibo, elles étaient allées donner leur or au trésor du Mali pour soutenir le franc malien, après le régime de Modibo, qui a été renversé, et jusqu'à présent cet or n'est pas remboursé.

Je continue encore à militer pour moi, pour mes petits-enfants car aujourd'hui mes enfants même militent, je participe à certaines activités mais avec l'âge, ce n'est pas facile de toujours rester dynamique. Plusieurs de mes collègues de combats ne sont plus…Et tout comme elles, je continuerai mon militarisme pour les droits de la femme jusqu'à mon heure.

Niaré Fatoumata KEITA
Socio-anthropologue, spécialisée en socio-économie du développement.
Auteure, romancière, nouvelliste, essayiste, poétesse et plusicienne.

**« Aujourd'hui, s'il y a quelque chose pour laquelle je me bats c'est la liberté des générations à venir, pour un monde meilleur pour mes filles, un monde où les droits élémentaires de la femme seront respectés, où il y aura l'équité entre fille et garçon, où tous les enfants, filles ou garçons, pourraient partir à l'école et prendre leur destinée en main de façon épanouie. »**

Je suis Niaré Fatoumata Keïta, auteure, romancière, nouvelliste, essayiste, poétesse et musicienne. La musique, c'est un concept, je lis mes poèmes sous la musique instrumentale, et généralement nos instruments traditionnels. Avant tout, je suis socio-anthropologue, spécialisée en socio-économie du développement.

En tant qu'auteure, j'ai publié de nombreuses œuvres. Mes thèmes ont trait majoritairement à la condition de la femme : les violences (mutilations génitales, violences conjugales, viols), la scolarisation comme voie d'autonomisation financière de la femme, l'exclusion de la veuve dans la répartition des biens de son mari défunt, la rigidité des rituels du veuvage dans certains endroits du Mali, la polygamie, le lévirat, mais des thèmes comme le « fadenya », l'amour, l'amitié, la solidarité et ses excès sont aussi traités.

La place de l'écrivain est d'être à coté de sa société, pour lui transmettre ses cris dits ou tus. C'est cela la responsabilité de l'écrivaine : soulever les questions concernant les problèmes sociaux, inviter à se focaliser là-dessus pour trouver une solution, être l'avant-gardiste des luttes pour le progrès social.

Aujourd'hui, s'il y a quelque chose pour laquelle je me bats c'est la liberté des générations à venir, pour un monde meilleur pour mes filles, un monde où les droits élémentaires de la femme seront respectés, où il y aura l'équité entre fille et garçon, où tous les enfants, fille ou garçon, pourraient partir à l'école et prendre leur destinée en main de façon épanouie.

**Fatoumata TOURE**
Sage-femme
Présidente fondatrice de l'ONG ASDAP

**« Je fais exprès de comparer la femme à leurs champs car ils tiennent beaucoup à leur champs, le but c'est qu'ils s'occupent de la santé de la femme et de l'enfant comme ils savent si bien le faire avec leurs champs. »**

Je suis Fatoumata Touré, présidente fondatrice de l'ASDAP. Je suis sage-femme de formation.

J'étais une jeune sage-femme de 23 ans qui s'est retrouvé à Bandiagara pour l'exercice du métier. Attitude normale chez toutes les sages-femmes, je faisais tout pour sauver les femmes. J'avais principalement un penchant pour les femmes rurales qui n'avaient accès ni à la santé, ni à l'information. On envoyait des véhicules chercher les femmes à terme de leurs grossesses mais les véhicules n'arrivaient pas à accéder aux concessions qui se trouvaient sur des collines. Alors, on les attachait sur des brancards pouvoir les ramener jusqu'aux véhicules. Cette situation me heurtait beaucoup, et je me suis mise à réfléchir sur comment faire pour qu'elles aient accès à la santé.

Tout en continuant, à servir en tant que sage-femme, j'avais dans un coin de ma tête, la volonté de faire quelque chose un jour pour ces femmes. Quelques années après je fus mutée à Katibougou. Le hasard a fait que le CEDPA, un partenaire de l'USAID, avait des programmes pour renforcer les capacités des femmes leaders surtout sur le plan de la santé. Sur leur demande de CEDPA, 15 femmes dont moi, ont été identifiées par le ministère de la santé pour participer à la formation. C'était un programme de formation portait sur le thème : Women in management.

A la fin de la formation qui a duré 15 jours, il nous était demandés de proposer des projets pour l'amélioration des conditions de vie des femmes. Pendant que certains proposait des projets de 20 à 40 millions, le mien ne coutait que 2 millions et cela faisait marrer mes collègues. Mon projet portait sur une santé de la reproduction mais aussi sur une formation au niveau des villages, et il couvrait six villages dans les alentours de Katibougou. Des relais femmes seront formées pour pouvoir transmettre l'information qu'on leurs donnait à leurs sœurs. Pour la mise en application, il me faudrait deux femmes dans chaque village parmi les six ciblées. Ce sont ces femmes qui seraient formées en termes de communication, de leadership, de la propreté de l'environnement et en planification familiale. Le projet était accès sur l'environnement, la santé et l'alphabétisation en langue nationale Bambara.

Six projets dont le mien ont été présélectionnés et envoyés au jury qui se trouvait à Washington. Parmi ces six, seul le mien fut retenu pour exécution. Ce projet, je l'avais nommé santé familiale. Je suis allée à Washington pour la présentation du projet. A mon retour des USA, avec ma petite équipe, on s'est mis à fond dans le travail.

J'ai fait appel aux centres des eaux et forêts pour leurs apprendre comment transformer les ordures en engrais pour leurs champs. Dans chaque village, j'ai identifié un instituteur d'alphabétisation pour les femmes. En plus, d'apprendre sur la propreté, sur la planification familiale, sur leur santé reproductive, comment espacer les naissances pour leurs propres bien-être et celui des enfants, ces femmes apprenaient également à lire et à écrire.

Quelque mois après alors que le projet n'avait même pas un an, USAID Mali et le ministère de la santé ont effectué une visite au sein des villages. Très satisfaits du résultat, ils ont proposé à ce que j'élargisse le projet à 20 villages. La portée était visible. Grace aux autres domaines intégrés les villageois ont eu confiance. La planification familiale a encore plus fait son effet lorsque j'ai impliqué les hommes. Alors, qu'ils étaient des pro natalistes, avec notre stratégie, ils ont pu nous faire confiance.

Avant le projet, je recevais toujours à la maternité rurale de Katibougou, dont j'étais directrice, des femmes à grossesses multiples, ce qui entrainait une forte mortalité infantile. Dans ce cadre, il y a une méthode assez drôle que j'utilisais pour faire comprendre aux hommes l'importance de l'espacement des naissances. Je prenais l'exemple sur leurs champs, car c'est ça qu'ils connaissaient le mieux. Je leurs demandais, pourquoi lorsque leurs mils commencent à germer, ils les déplantent pour mettre de l'espace entre les différentes plantes, ils me répondaient que c'est pour avoir des bonnes graines et pour garder les champs en bon état. Je rétorquais pour leur faire comprendre que la femme aussi a besoin de ce temps. J'ai fait exprès de comparer la femme à leurs champs, car ils tiennent beaucoup à leurs champs, le but c'est qu'ils s'occupent de la santé de la femme et de l'enfant comme ils savent si bien le faire avec leurs champs.

De janvier 1986 à janvier 1992, notre projet de santé familiale couvrait 20 villages avec 20.000 habitants. En novembre 1991, la prévalence contraceptive dans la région du projet était de 57, 7 pour cent comparé au taux national de 1, 3 pour cent. A la fin de ce projet, je fus beaucoup encouragée pour créer une ONG pour la santé de la femme. Je fus particulièrement encouragée par l'USAID et d'autres partenaires. Mon fils ainé Dr Ousmane Traoré, actuellement directeur exécutif de l'ONG a aussi insisté depuis bien avant la fin du projet Santé familiale ensuite soutenu par sa sœur, ma fille Dr. Aissata Traoré, actuelle ministre de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, j'ai alors lancé l'ONG ASDAP (L'Association de Soutien au Développement des Activités de Population) le 15 juillet 1993.

ASDAP est née de la volonté de perpétuer le projet santé famille tout en satisfaisant les besoins des femmes en termes de planification familiale à travers la création de la demande et l'offre de services de PF de qualité à

base communautaire. L'initiative a fortement bénéficié de l'assistance technique de l'agence d'exécution américaine CEDPA Washington, avec l'appui financier de l'USAID. Le 17 mars 2008, ASDAP a le statut d'ONG nationale, autorisée à exercer sur l'étendue du territoire.

# Avenir

# LES DEFIS DU FEMINISME A L'ETAT ACTUEL

*Nait-on féministe ou le devient-on ?*

Je ne sais pas à quelle période précise je suis devenue féministe, mais je sais que depuis toujours, je ne suis jamais laissée marginalisée à cause de mon sexe jugé être inférieur pour je ne sais quelle croyance, que cela soit dans le social, à l'école ou en famille. Si je n'étais pas importante, Dieu, n'allait pas me créer. Quand, il envoya Adam sur terre pour développer l'humanité, il comprit qu'il ne pouvait pas et qu'il fallait envoyer la femme (Eve / Haoua.) C'est grâce à Haoua, grâce à la femme que l'humanité existe. En connaissance de tout cela, il était clair qu'aucun stéréotype ne peut me faire croire que je sois inferieure.

Je ne savais pas ce qu'était le féminisme, je ne l'ai découvert que plus tard quand j'ai commencé à lire et à utiliser internet, mais j'étais féministe et je le suis dans l'âme comme la plus part des femmes et certains hommes aussi. J'ai appris le féminisme, ou du moins, à me défendre en tant que femme ou encore à ne pas me percevoir comme le sexe faible grâce à mon père. C'est un féministe, bien que lui aussi ne sait pas ce qu'est le féminisme. Dans un milieu où les mariages d'enfants sont pratiqués à plus de 70 pour cent, il n'était jamais influencé par ce courant et a su convaincre notre mère. Chez nous, à Goundam, dans la région de Tombouctou, et aussi dans plusieurs localités du Mali, une jeune fille mariée très tôt est un honneur pour la famille. Les femmes se vantaient généralement de cela : « Ma fille a eu un mari depuis qu'elle avait 12 ans ». Ces remarques font que celles dont les filles n'étaient pas mariées se mettront à remuer ciel et terre afin que la leur soit mariée le plutôt possible. Je viens de là où si une fille n'est pas mariée avant ses 16 ou 17 ans, c'est qu'elle est en retard, et commence à être une vieille fille. Les filles, elles mêmes, se battent pour que cela n'arrive pas. Mon père est un féministe et c'est grâce à lui et au mental fort qu'il m'a transmis que je sais aujourd'hui sur quel terrain m'engager. Nous étions tous dans le mouvement sans le savoir.

*Est-il facile de se revendiquer dans une société patriarcale ?*

C'est culturel et normal au Mali que le jeune homme ait plus de droit que la jeune femme. C'est culturel et normal chez nous que la jeune fille soit plus préparée à la vie conjugale qu'à une vie professionnelle.

C'est très normal chez de rappeler sans cesse à la fille qu'elle n'a pas besoin d'aller à l'école ou d'être financièrement autonome car elle sera prise en charge par son homme.

C'est tellement normal chez nous d'éduquer la fille à être soumise et cette soumission commence depuis la famille avec ses frères qu'elle doit éventuellement respecter parce que ce sont des hommes.

Chez nous, il n'y a rien d'anormal qu'un homme dresse sa femme s'il n'est pas content, après tout, chez nous, la fille/la femme est toujours sous tutelle d'un

homme soit son père ou son mari. Chez nous, une fois qu'elle quitte la maison de son père pour son foyer, son mari devient son père et elle doit agir en conséquence.

C'est normal, chez nous que la femme ne sorte que si son mari lui donne la permission.

C'est tout à fait normal chez nous qu'il lui dise de ne plus continuer à travailler ou aller à l'école.

C'est normal, et il a tous les droits car lors du mariage, elle a bien promis soumission et obéissance au chef de famille, ce n'est pas elle, ce sont les textes maliens. Et cette option, c'est comme les conditions d'utilisations d'une application, il y a juste une seule case à cocher. Pour être épouse, il faudra cocher : « je dois respect et soumission à mon mari. » Et, c'est très normal.

Et puis, ce n'est pas son égal, il ne faut pas qu'elle se leurre, c'est son tuteur, c'est son protecteur, c'est son père, c'est sa mère, elle est sous sa responsabilité. C'est comme ça chez nous.

C'est culturel et normal chez nous que la femme, en plus de s'occuper de son mari, a l'obligation de faire de même pour sa belle-famille, après tout c'est une femme, c'est son rôle.

Chez nous, même au sein des couples qui se sont mutuellement choisi, il faut rappeler que c'est aussi normal chez nous d'arranger des mariages, qui sont plus émancipés, le rôle de la femme, ça ne change pas tellement.

C'est comme ça chez nous, et il n'y a rien d'anormal que lorsque madame revient du boulot à 20h, qu'elle vienne s'occuper des tâches ménagères.

C'est normal que monsieur refuse de manger la nourriture préparée par l'aide-ménagère, c'est à madame de faire la cuisine, travailler n'est son rôle, c'est son choix.

C'est normal que madame se lève à 04h du matin pour faire le repas pour toute la grande famille avant d'aller au boulot même quand il y a des personnes qui ne travaillent pas dans la famille et qui sont aptes à faire la cuisine, c'est son rôle, c'est la belle-sœur/belle-fille.

Et, c'est très normal, qu'on l'appelle du bureau pour lui dire que sa sauce n'est pas assez bonne, elle devrait être parfaite.

Chez nous, c'est comme ça, c'est la phallocratie qui prédomine et c'est normal même si les droits des femmes sont trépignés.

***La femme, cet être si douce, si fragile mais si fort, si magique mais si féroce si elle se décide.***

Vers les années 1990, la femme malienne en générale a eu le « ras-le-bol » et a commencé à se manifester et revendiquer ses droits. Le féminisme existe certes bien avant.

De 1990 à maintenant, une forte évolution de la situation des femmes au Mali se fait remarquer notamment avec la création d'une panoplie d'associations féminines, toutes ayant une vision unique, la libération des droits de la femme, l'implication des femmes dans les prises des décisions, la défense des droits des femmes...

Des femmes mènent incessamment cette lutte parfois jugée féroce. Ces leaders avec leurs différentes associations combattent, dans chaque recoin du territoire malien, pour la défense des droits des femmes et des jeunes. De la femme urbaine à la femme rurale, toutes sont défendues par les associations féminines et les militantes pour les droits des femmes.

Ces militantismes commencent à porter leurs fruits, même si tout n'est pas fini. Grace aux sensibilisations, les droits des femmes sont connus et sont respectés en « moyenne », plusieurs pratiques comme l'excision, le mariage d'enfants, la déscolarisation ou la non scolarisation des filles sont réduites. Une loi dénommée LOI N°2015-052/ DU 18 DECEMBRE 2015 institue DES MESURES POUR PROMOUVOIR LE GENRE DANS L'ACCES AUX FONCTIONS NOMINATIVES ET ELECTIVES. A travers cette loi, il est décrété qu'entre autre, la proportion de personnes de l'un ou de l'autre sexe ne doit pas être inférieure à 30 %. Ce décret n'est malheureusement pas respecté mais l'existence de la loi est quand même un grand pas.

La lutte n'est pas finie, elle est à poursuivre...

***Que restera-t-il du féminisme quand les inégalités seront complètement supprimées ?***

Le foisonnement des associations féminines est sans doute une très grande lueur d'espoir pour le combat pour les droits des femmes mais encore faut-il qu'elles se mettent ensemble et restent ensemble pour l'atteinte de l'objectif commun.

Sans être le passé, l'avenir se construit suites aux expériences du passé. Les leaders féministes du Mali, ont tracé le chemin vers la libération des droits de la femme. Une grande partie du tunnel est creusée, si la nouvelle génération de militante persévère sans se laisser distraire, bientôt on apercevra la lumière.

Cet idéal qu'on voit de loin, ne sera réel qu'avec une collaboration sororale entre les associations et entre les militantes.

Le monde dans lequel nous vivons est tel que la femme doit incessamment lutter pour se faire sa place. Les droits de la femme sont perchés exprès sur un gigantesque arbre épineux, et c'est bien dommage qu'elle soit obligée de se battre pour obtenir ce qui lui appartient.

Revenons au jour où la femme et l'homme auront les mêmes droits : ***Faudra-t-il arrêter car le but est atteint ?***

**Mariam Diama SANOGO**
Juriste
Deuxième secrétaire chargée des questions liées au genre à l'AMDH

**« Un jour lors d'une visite de terrain avec un collègue, il eut une tension entre les travailleurs, je voulais intervenir et calmer le jeu en tant que team leader, mais un monsieur rétorqua ainsi : «ceci est une affaire sérieuse, et une femme n'a pas son mot à dire dans cette histoire». J'étais choquée que l'on puisse tenir de tels propos comme si le sérieux était étranger à la femme. »**

Je suis Mariam Diama Sanogo, juriste de formation, évoluant dans la société civile depuis quelques années d'où ma présence dans l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH), créée en 1988. Je suis deuxième secrétaire chargée des questions liées au genre à l'AMDH. C'est une association de protection et de promotion des droits de l'Homme en général, de défense des droits des personnes vulnérables en particulier.

Mon engagement pour le droit de l'homme remonte de depuis mes années universitaires. Ce qui d'ailleurs m'a poussé à soutenir mon mémoire de master en droit privé sous le thème : la protection des personnes vulnérables lors des conflits armés. Dans le mémoire, je faisais particulièrement focus sur la protection de la femme.

Je participe à des rencontres nationales et régionales qui attraient notamment à la promotion des droits de l'enfant et de la femme au nom de l'AMDH.

Actuellement je pilote un programme sur les questions de protection des femmes dénommé « projet Haoua », initié par le Comité international pour le développement des peuples. Je suis le point focal de l'AMDH pour ce projet.

Ma présence au sein de ces organisations est due à ma volonté depuis toujours de lutter contre les injustices notamment celles faites aux femmes. Il faut reconnaitre aussi que les femmes ont des droits selon nos textes juridiques qui assurent la protection des femmes même si leur mise en œuvre pose problème. Ces textes ont le mérite d'exister, parce-que si nous ne les avions pas, il aurait fallu passer par différents processus pour les créer. Ceci est un grand pas, néanmoins le fait que les femmes ne jouissent pas de leurs droits malgré ces textes reste une évidence. Cela est généralement lié à nos coutumes et traditions, à nos croyances religieuses. A se demander souvent si la société ne sait pas, oublie ou néglige le rôle de la femme dans la nation. Nous avons l'habitude de dire que le poids de ce pays repose sur les épaules des femmes, cela est loin d'être une affirmation infondée. Elle sait se responsabiliser sans en avoir la conscience. Depuis à bas âge, on impose et prépare la petite fille à sa vie de femme au foyer, elle est multitâche depuis très tôt. Dans le milieu rural certaines filles n'ont la chance de fréquenter l'école que pendant un certain temps, contrairement au petit garçon qui est libre de continuer d'étudier. On ne peut pas nier que cela

impacte sur leurs différents avenirs. Dans la vie professionnelle, les femmes sont souvent confrontées à des remarques désobligeantes. Certaines femmes se résignent, et subissent. Il y a encore plus choquant parce qu'il y a des femmes qui disent ne pas se reconnaître dans cette lutte et « cette histoire de protection des femmes ».

Toutes les femmes doivent se sentir concerner pourtant, la résignation n'est pas un remède au sort.

AMIDH
OCIATION MALIENNE DES DROITS DE L'HOMME
de l'UIDH, de la FIDH et observateur auprès de la CADHP

Sadya TOURE
Essayiste ; écrivaine ; activiste sur les questions des droits des femmes
Fondatrice et présidente de l'organisation Mali Musso

**« Le fait que je sois féministe m'a été inspiré par mon père, c'est pourquoi je dis qu'il ne faut pas dissocier le féminisme des hommes car il y en a qui se battent pour notre cause. »**

Je suis Sadya Touré, essayiste ; écrivaine ; activiste sur les questions des droits des femmes et de la scolarisation de la jeune fille.

J'ai fréquenté le lycée Notre Dame du Niger, qui est un lycée réservé uniquement aux filles. Pendant cette période, on organisait beaucoup de conférences animées par des personnalités de divers domaines et en général c'étaient des femmes. J'ai eu la chance d'adhérer au parlement national des enfants à l'âge de 13 ans. J'ai quitté le parlement à mes 18 ans pour rejoindre l'Action pour la Promotion des Jeunes et Enfants Communicateurs (APJEC) qui travaillent avec le dit parlement. On militait pour le droit des enfants en communiquant avec notre journal (le regard des enfants).

Quand j'étais au parlement, je voulais devenir journaliste après avoir suivi plusieurs modules de journalisme. J'ai eu ma licence en journalisme à l'université catholique de l'Afrique de l'Ouest et je dois soutenir ma thèse à la FLASH option lettre moderne.

J'ai travaillé avec l'association « Open Mali oui pour une enfance noble ». On travaillait sur des programmes de scolarisation et de lutte contre le VIH SIDA. Chaque année, avec la campagne de scolarisation, on scolarisait 3 000 enfants avec un système de parrainage à hauteur de 25 000F CFA/Enfant. Chaque membre est le parrain d'un enfant. J'ai rejoint la jeune chambre internationale en 2016 et j'ai été intronisé en septembre 2017.J'ai été inscrite à un concours d'art oratoire que j'ai remporté, suite à cela, j'ai représenté le Mali en Tunisie pour un concours du même genre qui regroupait l'Afrique et le moyen orient où j'ai gagné le troisième prix.

J'ai ouvert mon blog en Février 2017, j'écrivais des articles sur la culture, les droits des femmes. J'ai postulé au concours RFI pour les bloggeurs et j'ai été sélectionnée. Sur la même plateforme j'avais un autre blog Patrimond, c'était la même ligne éditoriale mais un peu plus axée sur l'histoire des sites et pays que je visitais. Bénéficiaire du programme YALI-Dakar, j'ai suivi cinq semaines de formation en Business Entrepreneurship au Sénégal en 2018.

À partir de là, j'ai décidé de me consacrer à l'écriture de mon livre : Etre une femme ambitieuse au Mali, qui était publié en mars 2018 chez Innov Editions. Deux semaines après le lancement, j'ai démissionné de mon poste à Voolinks. On me prenait pour une folle, mais la décision était réfléchie car c'était pour ma formation.

Je suis partie au Ghana pour apprendre l'anglais et tout au long de ma formation en anglais je faisais un stage en tant que chargée de communication

pour une société de cosmétique. Après huit mois, je suis revenue au pays. Pendant la même période, j'ai créé avec des amis l'association Mali Mousso qui portait le nom d'empowerment rural woman.

C'est étant au Ghana que j'ai postulé pour le Washington Fellowship et que j'ai eu une bourse pour suivre la formation en engagement civique. En somme, on a choisi un nom local et c'est ainsi que Mali Musso est venu. On avait le même objectif qu'au départ celui d'offrir des bourses d'études aux filles en milieu rural mais on a rajouté des formations socio-professionnelles génératrices de revenus. On a un partenaire qui prend en charge notre action annuelle et d'autres ONG qui nous aident à atteindre nos objectifs.

Les bourses d'études, ne sont pas que pour des pays étrangers mais également pour les universités privées de la place.

Après une longue pause sur ma vie professionnelle, j'ai commencé à travailler pour une ONG à temps plein, donc j'essaie tant bien que mal à concilier le travail et la gestion de mon association.

Si toutes les féministes pouvaient agir ensemble, cela serait un plus. Il y a beaucoup de féministes qui sont actives et qui font les mêmes choses. Pour moi on éparpille une force, qui si elle se retrouve concentrée en un point et axée sur un objectif commun, elle aurait un effet non négligeable.

On ne peut pas avoir toutes les libertés tout de suite, mais tant qu'on ne relâche pas on finira par avoir gain de cause. On devra passer par plusieurs étapes comme la conscientisation de la jeune génération surtout les jeunes filles. Pour moi toutes les femmes sont féministes mais certaines sont justes plus informées que d'autres. Dès le moment où en tant que femme, tu réclames tes droits, tu es féministe. Le féminisme ne date de maintenant, nos grand-mères, nos mères étaient des féministes hors paires.

Il m'arrive d'être fatiguée, heureusement mes parents sont le plus grand soutien dont je dispose et tant que j'ai leur appui, la perception négative des autres ne m'atteint pas. Dès fois, on me dit que je suis trop à cheval sur le féminisme parce que je montre mon ressenti par rapport à certaines choses. C'est parce qu'on se bat pour les droits des femmes et pour que certains sujets ne soient plus des tabous, que certaines personnes vont jusqu'à manquer de respect à la femme. Une fois, on m'a dit que je n'étais pas une vraie féministe parce que les vraies féministes n'aiment ni les hommes, ni les enfants. Sur le coup, j'ai bien sûr rigolé mais je me suis dit qu'il est temps qu'on sache faire la part des choses. Il y a une mauvaise définition du féminisme, la façon dont il est défini est clair mais il faudra le contextualiser à la malienne. Les réalités diffèrent d'un pays à un autre. Le fait que je sois féministe m'a été inspiré par mon père, c'est pourquoi je dis qu'il ne faut pas dissocier le féminisme des hommes car il y en a qui se battent pour notre cause.

**« Quand, il est donné à la femme seule de porter le poids, elle abandonnera un beau jour à force d'être fatiguée. Dans la vie de couple, il faut savoir se départager les responsabilités et même avec les enfants, les petites tâches domestiques doivent être sans aucune distinction basée sur le genre. »**

Je suis Aicha Bourama Diarra, je suis chargée de programme des para-juristes à Koulikoro. Je travaille pour le WILDAF Mali, j'occupe le poste de superviseur et comme activité principale, je sensibilise, j'anime des formations (portant sur les VBG, le système de référencement et les concepts genres) avec les para-juristes, les leaders communautaires et mêmes les leaders religieux.

J'ai fini avec mes études en droit privé option affaires en 2013 à la faculté des sciences juridiques et politiques de Bamako, ensuite j'ai effectué un stage de 6 mois à l'INPS, puis je suis allée aux impôts où j'ai décroché un contrat d'un an avec l'APEJ. Suite aux résultats, j'ai été affecté au tribunal de la commune 6 de Bamako.

De mon profil de stagiaire, j'ai pu acquérir de l'expérience ; et c'est ainsi que j'ai pu accéder au WILDAF Mali dans le cadre de « Mali justice et projet », de par leur demande au tribunal de recruter une juriste stagiaire susceptible de superviser le programme.

Le combat que je mène pour les femmes est le plus naturel. Depuis toute petite, j'ai remarqué l'injustice que subissent les femmes dans la société. Nous menons en effet, des sensibilisations à l'église, à la mosquée, à l'école et même au marché. Nous avons eu cette année un financement avec l'ENJP pour aider les femmes victimes de VBG.

Lors des sensibilisations, les femmes participent en générale pour la rétribution minime qu'elles reçoivent dans le but de venir en aide à leurs familles mais au bout du compte, nous remarquons l'impact de ces sensibilisations cela nous motive encore à continuer nos campagnes.

Les femmes de Koulikoro souffrent énormément. En plus d'assurer leur rôle d'épouse et de mère ; elles sortent de chez elles depuis l'aube vers 4h pour aller exploiter le sable et subvenir aux besoins de leurs familles respectives. Dans ce genre de situation, elles sont très souvent exposées et victimes de tout genre de dangers comme le viol et bien d'autres.

Je pense qu'il faut revoir l'éducation des jeunes garçons, et il m'est arrivé, dans certaines de mes sensibilisations, d'organiser des débats entre vieilles personnes, parents et enfants où les garçons clament avoir été délaissés au profit des jeunes filles. Ils affirment qu'ils sont livrés à eux-mêmes et que les filles sont mieux éduquées contrairement à eux.

Il est important de s'entre-aider ; d'inculquer aux jeunes garçons le respect des femmes, les dommages causés par les violences basées sur le genre.

**Aïcha Bourama DIARRA**
Superviseure au sein du WILDAF Mali/ Chargée de programme des para-juristes à Koulikoro

Marie DENOU
Administratrice relation sociale.
Fondatrice et coordinatrice de l'association Tilé Koura

**« Les professionnelles du sexe sont marginalisées, stigmatisées et souvent violentées juste parce qu'elles font leur métiers. »**

Je suis Marie Dénou, administratrice relation sociale de formation.

Je suis la Coordinatrice de l'association Tilé Koura depuis 2014, une association qui défend les couches vulnérables principalement les professionnelles du sexe et qui lutte contre l'exploitation sexuelle. Je suis auprès des professionnelles du sexe depuis plus de 14 ans.

Ce sont des femmes qui sont confrontées à plusieurs problèmes. On les aide à être autonome, à avoir l'estime d'elles-mêmes, à s'accepter comme elles sont et à ne pas se laisser atteindre par les préjugés et les commentaires négatifs. Nous luttons cependant contre l'exploitation sexuelle des mineurs.

Les professionnelles du sexe dans nos sociétés sont considérées comme des personnes qui devraient être bannies et on oublie fortement qu'avant tout ce sont des êtres humains, avec des choix et convictions. Elles sont rejetées et oubliées quand il y a des opportunités pour les femmes. Elles sont mêmes violentées souvent, marginalisées et stigmatisées juste parce qu'elles font leur métiers.

Nous ne devons pas être là pour juger si nous ne sommes même pas capables d'écouter. Lorsqu'il y a des activités publiques pour les femmes, nous les incitons à participer non en tant que professionnelles du sexe mais en tant femmes, qui ont tous les droits requis pour être présentes lors des activités et les prises de décisions.

Dans le contexte malien, elles-mêmes n'aiment pas s'afficher ainsi et ne souhaitent pas être identifiées en tant que telles car elles ne voient pas cela comme un métier alors que cela peut bien l'être si c'est le choix de la personne majeure. C'est pour cela que nous les formons vers des activités génératrices de revenus afin de leur donner un autre choix, car certaines y sont par contrainte, par manque de moyens. Nous sommes membre du réseau NSWP (Global Network of Sex Work Projets) le réseau mondial des professionnels du sexe, et nous prônons pour que cela puisse être reconnu comme un métier à part entière mais compte tenu de notre contexte, nous nous engageons surtout pour le respect des droits des femmes.

Ces filles sont même souvent violées par ceux qui devraient les protéger, car confrontées à la violence policière.

Nous échangeons souvent avec des leaders religieux afin de les sensibiliser sur le sujet en question. Le but c'est de leur faire voir qu'au-delà de tous les préjugés, ce sont des êtres humains qui comme tout monde mérite d'être

protégés et aimés. C'est dans ce sens qu'on a rencontré un Iman qui disait avoir beaucoup fréquenté les maisons closes et les bars afin de rencontrer ces filles, échanger avec elles et les sensibiliser. Ce genre de rencontre laisse une lueur d'espoir sur votre chemin au fur et à mesure que nous avançons.

Au sein de notre association, elles bénéficient des formations professionnelles de trois ans, comme la couture et la teinture, à la fin un fonds un fond de roulement est accordé aux bénéficiaires de la formation. Nous les formons en développement personnel, pour l'estime de soi. Egalement, nous les aidons dans la prise en charge des enfants issus de ce milieu. L'objectif à long terme c'est de mettre en place un centre d'accueil pour ces enfants afin qu'ils ne grandissent pas dans le même milieu et aussi pour qu'ils puissent acquérir une meilleure éducation.

Djénéba MARIKO
Juriste
Cheffe d'antenne de la commission vérité, justice et réconciliation de Kayes, Koulikoro et du district de Bamako
Fondatrice et présidente de l'APPRODEF

**« Je veux que la nouvelle génération après nous vienne prouver qu'hommes et femmes sont égaux en droits, en opportunités et en chance… »**

Je suis Djénéba Mariko, Présidente fondatrice de l'Association pour la promotion et la protection des droits des enfants et des femmes (APPRODEFE) depuis juin 2014.

Je suis diplômée en droit privé. J'ai aussi évolué au sein de plusieurs ONG avant de créer l'APPRODEFE. J'étais secrétaire exécutive au sein de l'AEHS (Aide aux enfants handicapés surdoué) de 2004-2009 ; animatrice au sein de l'ONG EFAD en 2013 ; je fréquentais également l'association des juristes maliennes (AJM) en 2014.

Depuis très jeune, je savais qu'un jour ou l'autre, je serai redirigée vers la défense des droits de femmes de façon plus ouverte et plus audacieuse.

J'ai eu une mère qui m'a toujours inspirée, une avocate et je voulais même suivre ses pas dans ce métier, je la voyais avec mes yeux d'enfants se battre, pour ses clients qu'elle défendait avec ferveur. C'est d'elle dont j'ai tiré ma force et encore aujourd'hui, elle continue le militantisme pour les droits des femmes.

Je me souviens d'une de mes petites cousines, qui venait passé ses vacances chez nous, il eut une vacance où elle n'était pas venue, j'ai demandé à maman d'écrire au village pour avoir de ses nouvelles. Elle m'annonçait ensuite qu'elle était mariée, la fille avait moins de 15 ans. J'ai tellement pleuré ce jour-là et c'est de là que j'ai pris la ferme conviction que quand je finirai mes études, je me mettrai au service des jeunes filles pour que leurs droits ne continuent pas d'être violés.

Plus tard, l'APPRODEF fut créé et l'un de nos principaux objectifs c'est de sensibiliser et prendre en charges les femmes victimes des VBG. Faute de moyens nous sommes encore à la sensibilisation et au renforcement de capacité. Nous nous rendons dans les villages pour sensibiliser les mamans et même les papas ainsi que les jeunes filles elles même. Ces séances de sensibilisation portent surtout ce qui attrait à la violation des droits des jeunes filles et de la femme notamment : les violences conjugales, l'excision, le mariage d'enfants, le travail des jeunes filles dans les sites d'orpaillages et aussi en milieu urbain.

Nous nous rendons aussi sur les sites d'orpaillage mais surtout au niveau du plus connu et visité au Mali : « Damada ». La première fois que je me suis rendue sur ce site et toutes les autres fois, j'ai eu mal au cœur. On y voit tout, de la prostitution juvénile à la délinquance des adultes qui semble être banalisé dans ce contexte voire normal. On appelle même ces endroits la Californie à cause d'absence de loi. Egalement sur ces sites, nous faisons des sensibilisations, des personnes meurent à longueur de journée mais cela ne décourage en rien.

Ce sont des facteurs dû à la pauvreté, certains parents envoient leurs filles, certains maris leurs femmes. Presque chaque semaine, une partie de la mine artisanale s'effondre sur des personnes.

La sensibilisation continue, et jusqu'à ce que nos voix portent plus, et que certaines pratiques cessent, nous continuerons et c'est ça pourquoi nous nous battons.

Quand je sors le matin et que je laisse mes enfants endormis, j'en pleure souvent. Il m'arrive de revenir et trouver qu'ils dorment déjà mais je me dis que c'est pour eux que je fais tout ça, pour mes filles, pour mon garçon, pour qu'en grandissant, ils viennent trouver un monde sans discrimination, que mon fils ne pense pas qu'il est supérieur à ses sœurs et mes filles ne pensent aussi qu'elles devraient être contre leur frère car il a plus de droits qu'eux. Je veux que la nouvelle génération après nous vienne prouver qu'hommes et femmes sont égaux en droits, en opportunités et en chance.

Fatoumata BAGAYOKO
Danseuse africaine et contemporaine
Directrice de la compagnie JIRILADON

**« Je cherchais un moyen de m'exprimer, un moyen d'hurler sans bruit, de pleurer sans crier, de dégager ma colère sans paraitre impolie. On m'a appris à baisser le regard quand je parle à un supérieur surtout si ce supérieur est un homme. On m'a appris à donner raison à mon homme même quand c'est lui qui a tort. J'ai mal, je suis rongée par toute cette injustice à l'égard de la femme. On m'a privé d'une partie de mon corps sans ma permission. J'ai envie de pleurer mais on me dit de ne pas faire de bruit, alors je danse. Et mon message passe, les gens comprennent car la danse est une langue universelle. »**

Je suis Fatoumata Bagayoko, je suis une danseuse africaine et contemporaine. Directrice de la compagnie Jiriladon. J'interviens dans les camps de réfugiés et les orphelinats pour partager ce que je sais faire le mieux avec eux : la danse.

C'est ma manière à moi de leur donner le sourire.

J'ai subi l'excision, ma grand-mère était une exciseuse. J'ai grandi avec beaucoup de questions que j'avais envie de poser mais l'éducation que j'ai reçu ne me permettais pas de demander pourquoi : leur dire pourquoi vous m'avez fait ça ? Dans le temps et toujours maintenant, il n'est pas facile de dire certaines vérités aux parents. Alors je parle en dansant. Je me suis focalisée sur la danse car on peut s'exprimer avec son corps sans parler.

J'ai rejoint le conservatoire Balla Fassekè pour la danse en 2007 et j'ai fini en 2012. J'ai créé après ma sortie un groupe de travail, dénommé performance collective. Ensuite Je suis allée à la source : assister à une scène d'excision.

Les bébés pleuraient, mais elles ne pouvaient pas dire qu'elles ont mal, elle se demandait aussi peut être pourquoi elles ? Tout comme moi. Ce voyage m'a fait revivre ma douleur, à mon retour en ville j'ai donc créé un solo dénommé Fatou tatoufè. Dans ce solo, je dansais pour dénoncer, je dansais pour m'exprimer pour dire tout ce que j'avais sur le cœur, pour hurler, pour sensibiliser, pour parler de l'excision. J'ai concouru avec ce solo à trois compétitions de danse à savoir ; Danse Bamako danse crée par Catherine NOEL qui se passe chaque deux ans ; Concours Ankata simple the best, initié par Serges Coulibaly et un festival en suisse. Je suis sortie lauréate de ces trois compétitions. Ces prix m'ont valu des tournées en suisse et en France.

J'ai ensuite crée la compagnie Jiriladon pour apprendre la danse aux jeunes surtout les jeunes filles de mon quartier de 8 à 11 ans. J'ai lancé le projet KeneKoura où nous apprenons la danse africaine aux jeunes filles puis après, nous allons jouer des spectacles dans certains villages ciblés pour la pratique de l'excision ou du mariage d'enfants. Nous sensibilisons les villageois à travers les danses utilisées dans leurs villages.

Cette année nous avons voulu former une vingtaine de filles dans chaque région et faire la restitution le 11 octobre à Bamako, journée internationale de la jeune fille mais pour un manque de fond et de sécurité, nous nous sommes résignés à nous limiter à la ville de Bamako.

J'ai aussi créé une activité pour les femmes du quartier. J'ai investi, j'ai acheté de l'argile à Siby. Je les payais par jour pour décorer le campement que j'ai mis en place pour les filles. C'est pour leur montrer qu'avec l'art on peut éduquer et faire de belles choses, car beaucoup d'entre elles ne laissaient pas leurs filles venir aux répétitions car elles pensent que la danse ce n'est pas sérieux. Cette sensibilisation a plutôt bien marché, elles sont même en train de faire des tableaux avec du sable, et en mois de mars nous en feront une exposition. Les fonds collectés seront utilisées pour créer une activité en synergie avec les femmes de Siby initiatrice du projet Bogo Ja. C'est pour leur montrer que laisser leurs filles apprendre la danse, ce n'est pas une sale chose au contraire car l'art c'est de l'amour.

En parlant d'amour, je suis actuellement mariée à un danseur comme moi, Yacouba Coulibaly après avoir échappé à trois prétendants qui voulaient tous que j'abandonne la danse pour un mariage. Tout ça pour dire, qu'ils sont habitués à briser le rêve des jeunes ainsi car ils savent qu'ici dans nos traditions la femme est prête à tout sacrifier pour son foyer. J'ai bonnement répondu à ces misogynes de continuer leurs chemins et que je n'étais pas leur femme.

**Aïchatoun Amadou TOURE**
Informaticienne/développeuse d'applications ; écrivaine/
nouvelliste, romancière.
Fondatrice/directrice générale de Codesign
Secrétaire général de Musodev

**« Dieu n'a pas créé le cerveau de l'homme plus intelligent que celui de la femme. Ça me heurte quand j'entends, que telles ou telles filières sont pour les garçons et que ce n'est pas fait pour les filles, ou que c'est un boulot pour homme pas pour femme…Ça me choque. »**

Je suis Aïchatoun Amadou Touré, développeuse d'applications et écrivaine.

Je suis native de Goundam dans la région de Tombouctou où j'ai grandi et effectué la plus grande partie de ma scolarité. C'est suite à l'occupation du Nord en 2012, que je suis venue poursuivre mon lycée et le reste de mes études à Bamako. J'étais membre du parlement local des enfants à Goundam.

Je suis sortie diplômée en Réseaux et Télécom, spécialité ingénierie des systèmes et réseaux. Autodidacte, je me suis formée en programmation et je développe des applications. Par passion, je suis écrivaine.

En 2018, je me suis lancée dans l'entreprenariat et dans la vie associative.

J'ai été contactée par une très bonne amie, une sœur pour moi aujourd'hui, Porcho Marguerite Sogoba, pour mettre en place une association. Toutes deux informaticiennes, nous voulions une association qui encouragerait la jeune fille à s'intéressait aux filières techniques, car ayant remarqué que depuis le lycée, les filles fuient les filières scientifiques car elles croient toujours que c'est difficile pour une fille. Ce sont des pensées comme ça qui doivent arrêter d'exister. Dieu n'a pas créé le cerveau de l'homme plus intelligent que celui de la femme. Ça me heurte quand j'entends, que telles ou telles filières sont pour les garçons et que ce n'est pas fait pour les filles ou que c'est un boulot pour homme pas pour femme. Ça me choque

Généralement à cause de ces idéologies on ne trouve qu'une ou deux filles dans les filières scientifiques au sein des établissements. Marguerite, de son côté, tenait un blog qu'elle animait depuis plus de deux ans, et ce blog mettait en valeur les filles qui codent des applications. L'objectif était d'aller au-delà de ce blog et de mettre en place une association qui va former et informer les filles sur les outils du numérique. C'est ainsi qu'on a mis en place l'association « Musodev », une association pour la promotion des femmes par les TIC. Elle assure la présidence et moi je suis la secrétaire générale. Nous formons des jeunes filles en informatique, de l'initions à la création d'applications car la franche informatique de « Musodev » c'est le codage.

Nous avons la branche Musodev code Academy où les filles sont formées en codage ; le concept « SHE RUNS CODE » où nous allons à la rencontre des filles qui codent afin qu'elles partagent leurs expériences avec les autres filles pour ainsi les motiver à aller vers là. Nous avons développé

toujours en 2018 une application mobile et une plateforme web dénommée « ZERO VBG » qui vise à sensibiliser sur les violences basées sur le genre. L'application est disponible sur Play store.

Les filles ne sont pas encouragées pour aller vers les sciences et technologies. Généralement les parents même tuent les ambitions des filles, par exemple, une fille qui dit à ses parents qu'elle veut être pilote et à qui on répondait que c'était difficile et dangereux pour elle. Il y a des fortes chances qu'elles abandonnent.

En octobre 2018, j'étais au Burkina Faso pour un volontariat, ce semblait fou d'aller faire deux mois quelque part où tu n'es même pas payé mais moi je savais que cela serait une expérience très bénéfique pour moi. J'étais parti dans le cadre d'un programme d'AIESEC in Burkina dénommé « GIRLS FOR GIRLS », le but était de m'entretenir avec des adolescentes du lycée sur plusieurs domaines, en même temps leur prodiguer des conseils afin qu'elles restent à l'école car la déscolarisation des filles par elles même est très fréquente là-bas. En parallèle à ce programme, je faisais du bénévolat dans un orphelinat non loin de là où j'habitais, je donnais des cours de soutien aux enfants scolarisés de cet orphelinat. Je participais à pas mal d'activités étant au Burkina, c'était l'été de ma vie où j'ai été la plus active. Je me suis fait plusieurs collaborateurs et amis, et dans le cadre de « Musodev » et dans le cadre de Codesign. En fin 2018, à mon retour du Burkina, j'ai lancé une entreprise de service en ingénierie informatique dénommée Codesign.

En aout 2019, toujours dans le cadre de Codesign, nous avons organisé une compétition de développement d'applications qu'on a appelé « CODEMOI DANS 10 JOURS ». Pendant 10 jours, des équipes de programmeurs venus du Burkina Faso, du Togo, de la Côte d'Ivoire et du Mali ont séjournés, et ont tous développés des applications d'une grande portée pour l'économie numérique africaine en générale et malienne en particulier.

## C'est quoi le féminisme selon vous ?

***Le concept du féminisme semble ne pas être perçu de la même manière. Chaque groupe d'individus s'est créé sa propre définition, sa propre version. Nous avons effectué un sondage pour recueillir différentes définitions du concept.***

Au Mali, le féministe est devenu le sujet de bataille de toutes les femmes.
***Anonyme, homme.***

Il faut réellement redéfinir ce terme féministe au Mali, car les hommes pensent que c'est une tendance qui vise à donner une autre place à la femme dans la société.
***Anonyme, femme.***

Pour moi le féminisme est une nouvelle tendance de l'émancipation de la gente féminine qui a pris tellement d'ampleur et qu'il faut recadrer. Mais je pense que la bonne définition doit être l'aide à la femme.
***Moulaye KOUREICH, homme***

Un féministe c'est une personne qui défend les droits des femmes sur tous les plans.
***Korotimi, DRAME, femme***

Pour moi, être féministe c'est défendre les droits de la femme, promouvoir son émancipation et combattre toute forme de mauvaise considération à l'égard de la femme.
***Anonyme, homme***

Ça s'emploie juste au féminin.
***Dah Ould Mohamed Lamine, homme***

C'est la priorisation du genre féminin. Les 3 décennies passées, ce genre était mis à côté par la société.
***Gaoussou KEITA, homme***

Pour moi c'est une théorie politique, économique et sociale basant sur l'égalité de sexe.
***Ibrahim DIALLO, homme***

Personne appartenant à un mouvement politique qui prône l'égalité réelle entre les hommes et les femmes dans la vie privée et dans la vie publique. Au sens large, le féminisme inclut l'ensemble argumentaire qui dénonce les inégalités faites aux femmes et qui énonce des modalités de transformation

de ces conditions. Il comprend des réflexions théoriques, des études empiriques et des propositions politiques et sociales.
*Abdoul Karim BATHILY, homme*

Une féministe c'est avant tout une femme indépendante
*Abdoul Karim MAIGA, homme*

C'est promouvoir le genre féminin.
*Oumar Hameye SANGHO, homme*

C'est une battante qui se bat pour un idéal.
*Agnero Nomel Albert, homme*

Un(e) féministe est un(e) militant(e) pour la parité, l'égalité de droits entre les hommes et les femmes.
*Ayouba TOURE, homme*

C'est une femme qui défend ses droits et devoirs dans une communauté !
*Sekou SACKO, homme*

C'est vouloir le bien pour les femmes et les hommes.
*Anonyme, homme*

En tant qu'homme, je sais qu'une femme doit avoir le droit d'étudier, de voter, de travailler, de s'assumer. Pendant des années, les femmes furent opprimées, brulées vives, empêchées de travailler, de voter, de vivre. Cela a cessé mais pas à tous les niveaux. Et je pense qu'être contre ça, c'est être féministe.
*Madani TALL, homme*

C'est défendre l'idée selon laquelle les femmes seraient égales aux hommes et par conséquent doivent avoir les mêmes droits et privilèges que ceux-ci.
*Anonyme, homme*

Reconnaitre que la femme est différente de l'homme, que cette différence n'est aucunement une faiblesse ou encore moins un handicap, bien au contraire elle fait d'elles les plus fortes.
Ne pas entendre d'elles la même réaction que chez nous garçon, elles sont l'HUMANITÉ et elles doivent être protégée et respecter.
*Beckaye KONARE, homme*

Mouvement créé par les femmes afin de faire valoir leurs droits et mettre en exergue leurs connaissances et compétences.
*Abocar Mahamane MAIGA, homme*

Une personne physique qui se bat pour la cause des femmes.
*Anonyme, homme*

Le féminisme est un mouvement né du concept émancipation. C'est l'ensemble des actions qui permettent de valoriser la femme.
*Hawa S TRAORE*

Pour moi être féministe c'est défendre l'égalité de chance en faveur des femmes, c'est défendre la cause des femmes qui sont sous-estimées parce qu'elles sont des femmes, c'est défendre la cause des femmes qui n'ont pas l'opportunité de montrer leurs compétences (Savoir faire) dans divers domaines.
*Penda DRAME, femme*

Pour moi un (e) féministe, c'est toute personne qui pense que la femme est, au même titre que l'homme, un être humain, conscient et libre.
*Lafo DEMBELE, homme*

Un féministe c'est celui qui se bat pour plus de justice pour les femmes. C'est celui qui veut l'extension du rôle des femmes dans la société. Et c'est aussi celui veut que les femmes ont leur propre choix de vie.
*Salimata TRAORE, femme*

Être féministe c'est défendre et promouvoir l'idée selon laquelle une femme a des droits et est égale à un homme sur le plan social, économique, politique, culturelle, juridique...Ses droits sont à prendre en compte et doivent être traités avec le même degré d'importance que ceux d'un homme.
*Djenebou KEITA, femme*

C'est d'avoir le reflex que l'homme et la femme doivent avoir les mêmes droits à l'éducation,à la santé, d'exercer la même profession, d'avoir accès aux mêmes opportunités
*Asmao DIALLO, femme*

Être féministe pour moi c'est avant tout être pour et défendre l'égalité des droits, politiques économiques culturelles et sociales entre hommes et femme.
*Zeinabou Wallet Mohamed Ali, femme*

C'est une personne qui défend farouchement les droits des femmes ,cette personne peut être une femme mais aussi un homme.
Oui ne soyez pas étonné car aucun homme sensé n'accepterait qu'on fasse du mal à sa mère à sa sœur à sa fille ni à sa femme.
Ce combat concerne nous tous sans distinction de sexe.
*Aissata BRAHIMA, femme*

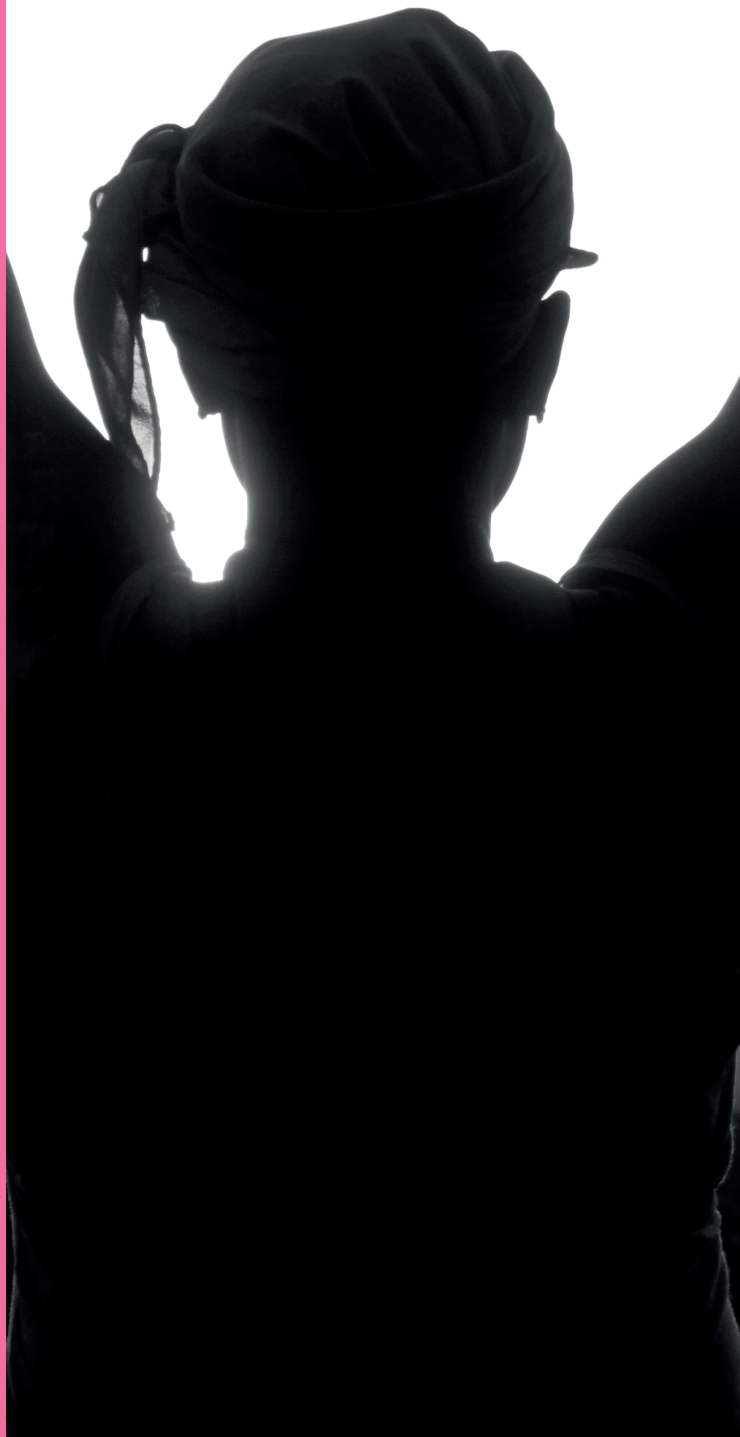
Etre féministe c'est avoir des idéologies qui ont pour but que les femmes et les hommes vivent en complémentarité dans un monde moderne sans supériorité de l'un face à l'autre, c'est agir pour que les femmes et les hommes deviennent égaux sur le plan politique, économique et socio-culturelle. Être féministe c'est avant tout être épanouie sur le plan social en tant que femme.
*Aïchatou DEMBELE, femme*

Un ou une féministe est une personne qui lutte pour réclamer ses droits et pour montrer qu'elle peut être un fruit serein pour son pays après maints efforts.
*Idrissa SAOUNERA*

C'est se battre pour la cause autrement pour les droits des femmes dans la mesure du normal.
*Anonyme, femme*

Pour moi être féministe c'est juste aimé les femmes et les soutenir sur les faits réels
*Djoumawoye BABY, femme*

C'est avant tout être défenseur des droits fondamentaux de la femme, de l'égalité passant par l'équité, du respect des genres et pour finir c'est lutter pour l'élimination des stéréotypes sociaux à caractère discriminatoire s'agissant de toutes les couches sociales.
*Aminata BORE, femme*

Le livre «Mali-MussoW» : Traces-Avenir-Engagements pour la défense du droit des femmes au Mali » amplifie la voix des femmes défenseur.E.s de leurs droits et s'inscrit dans une volonté de mettre en avant le parcours des femmes et des hommes qui ont œuvré jusqu'à aujourd'hui, à l'avancement des droits des femmes au Mali. Un hommage à une majorité de femmes battantes et déterminées aux cotés de frères masculins convaincus encore trop peu nombreux. C'est au travers d'une vingtaine de portraits retraçant le parcours de femmes et d'hommes de différents milieux, secteurs professionnels, classes sociales, appartenance culturelle, ethniques et religieuses, que nou.E.s nous réunissons tous dans le combat pacifiste pour le droit des femmes au Mali. A l'image de ce pays, ces parcours plurielES nous offrent une mosaïque complexe du champ des possibles et de la diversité des ressources à portée. Il s'agit donc d'un hommage aux héroïnes du quotidien, un hommage sororal aux femmes qui se battent tous les jours pour dépasser le poids des conduites discriminatoires.

C'est dans le cadre du projet « Haoua » : Alliances et sororité des défenseur.E.s des Droits Humains pour la défense et la promotion des droits des femmes au Mali et en Algérie, projet financé par l'Union Européenne que nous inscrivons ce beau projet.